



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 22 septembre 2023

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL
DU 22 SEPTEMBRE 2023
19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 22 septembre 2023 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 22 juin 2023

FINANCES

1. Majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale
2. Admissions en non-valeur
3. Provisions pour risques
4. Clôture du budget annexe Pédebert extension 2
5. Office de tourisme : subvention complémentaire 2023 et avenant à la convention
6. Décisions modificatives n°1 : budgets principal, casino et Pédebert extension 2
7. Autorisations de programme et crédits de paiement budget principal et budget casino

URBANISME

8. Dépôt d'un permis de construire pour l'extension du poste de secours de la plage Sud

DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

9. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Sporting-Casino
10. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Tennis
11. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Trinquet

12. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le mini-golf

13. Modification des tarifs de cotisation pour l'adhésion à l'école de Golf d'Hossegor

MARCHES PUBLICS

14. Présentation du choix du candidat pour la gestion du Casino

15. Contrat de bail pour la gestion en délégation de service public du Casino

16. Avenant à la délégation du service public pour la gestion du mini-golf

DECISIONS DU MAIRE :

a) Affaires Générales :

- Modification n°1 de la régie d'avances et recettes Evènementiel Soorts-Hossegor
- Fixation des tarifs de vente d'objets promotionnels (goodies)
- Tarifs d'occupation du domaine public
- Mise à disposition d'un logement communal pendant la saison estivale
- Choix d'un bureau d'étude pour une mission de coordination et la mise en place d'un système de sécurité incendie dans le cadre de la restructuration complète du Sporting-Casino
- Principe de vente aux enchères de planches de surf créées dans le cadre du centenaire pour soutenir un projet d'échange pédagogique entre les enfants des écoles de Soorts-Hossegor et de Taïarapu-Ouest
- Acceptation d'un don à la commune de la part d'un particulier
- Défense des intérêts de la commune
- Création d'une régie pour les frais de représentations.

b) Marchés publics :

- Marché public de réhabilitation et création de sanitaires publics – nouvelle attribution Lot-1 Curage et Démolition
- Avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du secteur des landais.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

Soorts-Hossegor, le 15 septembre 2023

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir et bienvenue à tous à la séance du Conseil municipal du 22 septembre 2023.

Bienvenue au public et à ceux qui nous suivent sur internet, il est 18h59, nous sommes vraiment dans les temps. Allez, il est 19 h00 et je vais procéder à l'appel des conseillers et ensuite je vous ferai passer les feuilles de signatures.

J'aurai d'autres feuilles d'émargement à vous faire passer pour les budgets.

La séance du Conseil municipal du 22 septembre 2023 est donc ouverte, il s'agit d'un conseil de rentrée après une saison qui s'est globalement bien déroulée.

Nous avons une fréquentation aussi importante que l'année dernière, d'ailleurs nous avons eu le loisir d'en parler lors de la réunion publique de la semaine dernière.

Nous avons tout de même pu observer un mode de fonctionnement et de consommation un peu différent comme nous le disions, et nous pensons que tout cela est lié au pouvoir d'achat.

Parce que ce que nous en parlions tout à l'heure sur d'autres sujets et les estivants ont été peut-être un peu plus raisonnables, en tout cas ils ont dépensé différemment.

Cependant ce que nous savons déjà, c'est que les retours des chiffres sur les taxes de séjour sont plutôt positifs.

Pareil, concernant l'aire de stationnement de camping-car, notre exploitant nous informe que son taux de fréquentation est de 67,1%.

Ce qui est assez remarquable, une progression de +6% et avec une fréquentation de 63% de français ce qui est relativement intéressant et nous aurons d'ailleurs à la fin de la saison les chiffres globaux pour comparer par rapport à 2022.

Juste un petit mot en termes de sécurité, par rapport à cette saison, les chiffres qui vont nous être bientôt communiqués par la gendarmerie, nous espérons le plus tôt possible, nous leur avons redemandé, nous devrions les avoir avant fin octobre. Et nous allons faire le forcing par rapport à cela.

Donc, nous avons un dispositif identique à celui qui a été mis en place il y a 3 ans et qui a qui a porté ses fruits. Ce dispositif montre son efficacité avec un nombre de caméras encore plus important. Ces caméras de vidéo-surveillance qui nous permettent de mieux visualiser les méfaits, au passage, je vous rappelle qu'il y a 86% des méfaits qui sont résolus grâce à la vidéo-surveillance c'est donc une très bonne chose !

Ensuite, nous avons un service de sécurité privée chaque soir durant la saison, ils sont sur les axes primordiaux, c'est-à-dire secteur centre-ville et secteur de la Place des Landais. Nous avons également réussi à faire une modification du planning de la police municipale pour avoir une plage horaire plus importante et tout cela commence à payer ses fruits.

Nous avons moins de problèmes au regard de la fréquentation importante que nous avons eu sur les secteurs centre-ville et place des Landais.

Justement en parlant de la Place des Landais, un petit mot sur la place des Landais, je n'allais tout de même pas oublier de parler de ça. J'espère que cela vous plait. Et je tenais à rappeler que ça a été un

tour de force d'avoir réalisé ces travaux en 9 mois. Je tiens à remercier les adjoints en charge de ce dossier, notamment l'urbanisme avec Maëlle (DUBOSC-PAYSAN) et les travaux avec Alain (CLAVERIE), au Directeur des Services Techniques et aux entreprises qui sont intervenues pour une rénovation totale de cet espace qui avait besoin de retrouver ses lettres de noblesses.

Il reste encore comme vous le savez à mettre en place des bancs, des pergolas. Des bancs qui seront positionnés le long de la place des basques et le long de la promenade, ils seront installés courant octobre. Il y aura également la mise en place de toutes les plantations et des espaces paysagers. Il y aura aussi quelques petites reprises et ils finiront par la rotonde dans la période des mois d'octobre et novembre.

Je ne vais pas être plus long par rapport à tout cela, je ne vais pas monopoliser la parole, nous allons donc passer à l'ordre du jour de notre conseil de ce soir.

Alors avant cela, nous devons approuver le procès-verbal du dernier conseil municipal du 22 juin dernier et je voulais savoir si vous aviez des réflexions, des observations ?

FINANCES

1. Majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale

Non, très bien, nous pouvons passer aux finances, et je vais laisser la parole à Edouard (DUPOUY) avant toute chose, le point n°1 alors c'est vrai que c'est un peu finance ce soir...Alors, il s'agit de la majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non-affectés à l'habitation principale.

Juste un petit mot d'introduction, cette délibération est assez importante en ce qui nous concerne, parce que la majoration d'abord ne concerne que les résidences secondaires et comme nous nous y étions engagés, on ne touche pas à la fiscalité de nos résidences principales et donc nous n'augmentons pas les impôts des administrés qui habitent ici à l'année.

Ainsi que le législateur l'a prévu ce supplément de cotisation doit servir à lutter contre le manque de logement à la location à l'année et ainsi inciter les propriétaires concernés à remettre les logements sur le marché à l'année. Tout ceci afin de pouvoir loger sur notre commune les jeunes et les autres travailleurs qui sont obligés de s'expatrier dans les communes voisines et de proposer des programmes de location, d'accession et par voie de conséquence de rénover ou de créer les équipements publics nécessaires au bon fonctionnement de la Commune.

Cela étant dit, je laisse la parole à Edouard (DUPOUY) qui va compléter et vous informer sur ce choix et sur le montant qu'il y aura à voter.

Edouard DUPOUY :

Merci Monsieur le Maire, donc le code général des impôts nous donne la possibilité de majorer d'un pourcentage compris entre 5 et 60% la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

Le taux majoré est intégré dans le plafond existant des taux de taxe d'habitation, et l'instauration de la majoration est subordonnée à une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicable aux impositions dues à compter de l'année suivante, donc en l'espèce, nous sommes le 22 septembre, cela pourrait donc être applicable à partir du 1^{er} janvier 2024.

En application de l'article 73 de la loi de finances de décembre 2022 et du décret paru le 25 août dernier, il a étendu la liste des communes qui peuvent imposer cette majoration et donc notre commune en fait partie car il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. En effet, selon les données de la direction générale des finances publiques, 55% des logements présents sur la commune sont des résidences secondaires, en conséquence il est très difficile notamment pour les jeunes qui le souhaitent de continuer à habiter sur la commune et pour les personnes travaillant sur la commune d'y résider ;

Ainsi que la loi de finances du 30 décembre 2022 l'y encourage puis le décret, il convient d'inciter fortement les propriétaires de résidence secondaire à mettre leur logement en location à l'année, le cas échéant, de générer des ressources fiscales supplémentaires pour créer ou rénover des logements accessibles à tous et par voie de conséquence les équipements publics nécessaires au bon fonctionnement de la commune.

Donc, il est proposé de majorer de 60% la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur la résidence secondaire et autres locaux meublés mais non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

Pour donner un peu de contexte à cette délibération, ce qu'il faut bien avoir en tête c'est que chez nos voisins donc ce n'est pas une particularité à notre commune, dans la région pour les communes qui font partie de ce décret donc il y a un certain nombre dans les Landes, je peux citer notamment Capbreton mais aussi Vieux-Boucau, Messanges également.

Il y en avait eu également dans le Pays basque bien avant nous.

Juste pour préciser qu'il y a un certain nombre de communes qui ont déjà voté ce taux de 60% comme je propose de voter ce soir.

Nous ne sommes donc pas une exception, au contraire on suit un petit peu la marche sur ce terrain-là. Avez-vous des questions ?

André JAKUBIEC :

Oui, j'ai juste une question, quand le logement n'est pas meublé c'est-à-dire quand il est vide, qu'est-ce qui se passe ? Cela ne concerne que les logements déclarés meublés ?

Christophe VIGNAUD :

Oui ce n'est pas sur les logements vacants. Pour les vacants, il n'y aura pas de taxe là-dessus ce sont sur les résidences secondaires.

En fait il y a 2 taxes, la taxe sur les résidences secondaires ce sur quoi nous allons voter et tu as la taxe spécifique sur les logements vacants mais ce n'est pas celle-là, cela n'a rien à voir.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Je me posais la question également des propriétaires qui louent pour des saisonniers ? Qui consacrent justement leur résidence secondaire pour y loger des saisonniers pendant plusieurs mois. Alors, certes ce n'est pas à l'année, puisque les saisonniers par définition, ne sont pas là à l'année.

Mais certains restent 7/8 mois, et ils ne sont pas dans les mêmes conditions que ceux qui louent plein pot en juillet.

Christophe VIGNAUD :

Vous avez raison Cathy (CERIZAY-MONTAUT).

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Donc je ne sais pas ce qui est prévu ?

Christophe VIGNAUD :

Ce qui est prévu, et l'explication a été donnée par Édouard (DUPOUY), c'est la location, c'est à dire qu'il faut que louer votre bien à l'année, et non pas de façon ponctuelle.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Oui, donc ceux qui louent à des saisonniers, qui essaient d'une certaine façon de les aider...

Christophe VIGNAUD :

Alors oui, ils aident d'un côté mais en même temps, ils rentabilisent en partie leur...

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

J'espère qu'il n'y aura pas d'effet pervers.

Christophe VIGNAUD :

Concernant les saisonniers vous savez que c'est un sujet sur lequel on travaille, sur lequel on va sortir un projet normalement en 2025, où là on pourra avoir des saisonniers à l'année donc ça sera un peu différent.

Edouard DUPOUY :

Là, dans votre exemple c'est le cas d'une résidence qui est louée uniquement pour la saison et le reste de l'année la personne fait le choix de pas louer le bien.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Oui c'est à dire que c'est occupé par des saisonniers pendant 7/8 mois, d'avril à fin octobre.

Jean BELLOCO :

Concrètement on parle de quelques centaines d'euros, je ne sais pas si cela va changer quelque chose.

Christophe VIGNAUD :

Cela dépend de la maison.

Jean BELLOCO :

Oui cela dépend de la maison, des revenus mais ce ne sont pas des milliers d'euros, ce que je veux dire.

Christophe VIGNAUD :

Ça peut, selon la maison aller entre 200€ et 1200€ de plus. Mais évidemment cela dépend de la bâtisse que tu as et la taxe que tu payes.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

D'autre part, est ce que nous allons bien flécher les entrées que nous allons avoir ? Est-ce qu'on va bien flécher ces entrées, et c'est ce qui est prévu normalement, pour améliorer nos équipements ou pour œuvrer dans le sens de la recherche de projets favorisant le logement des jeunes ou des moins jeunes mais qui ont du mal à se loger sur la commune.

Edouard DUPOUY :

S'agissant du logement, nous avons quand même des projets sous la main, et je remets le sujet de la maison Bonhomme sur la table, nous ne savons pas encore ce que nous allons en faire mais à la fin de l'année il va falloir qu'on paye, vous savez le petit reliquat à l'EPFL pour l'acquisition de cette maison.

Donc cela, nous allons le faire et ces recettes seront fléchées en ce sens et puis après il faudra se décider de notre côté de ce qu'on fait de ce projet donc ça c'est à mûrir.

Concernant la rénovation des bâtiments, il nous semble avoir suffisamment, enfin je pense aux projets en cours.

Je ne vais pas les décrire à nouveau, mais je pense qu'on a en la matière on peut-on peut flécher suffisamment de crédit

Christophe VIGNAUD :

Aussi vous le savez nous avons une trentaine de logements qui appartiennent à la ville et pour lesquels nous faisons des rénovations, donc ça sera aussi fléché.

Baudouin (MERLET), tu voulais dire quelque chose ?

Baudouin MERLET :

Oui, je voulais simplement donner une information du fisc, alors ça vaut ce que ça vaut, mais s'agissant des résidences secondaires, la taxe d'habitation peut, ne pas être payée, à une condition que le propriétaire ait signé un mandat dit « exclusif » avec une agence immobilière.

Qu'est-ce que ça veut dire exclusif ? ça veut dire que s'il loue son bien 7/8 mois dans l'année, il n'est pas en droit de l'occuper ou de le laisser occuper par des membres de sa famille ou autre, ça veut dire que c'est bloqué à l'année, voilà c'est la seule chose que je puisse ajouter sur les résidences secondaires.

Sur les résidences principales quand on les loue, je n'en sais rien !

Christophe VIGNAUD :

Vous avez d'autres remarques ?

Henri ARBEILLE :

Oui, juste faire une remarque en disant qu'effectivement on voit que l'état se désengage déjà depuis pas mal d'années au niveau des aides, des allocations, des subventions et de la dotation surtout, qui a baissé. La dotation globale de fonctionnement depuis quelques années qui est une façon importante de se désengager au niveau des communes, au niveau des territoires et laisse la possibilité aux communes de faire ce choix de passer à 60%.

Maintenant le prétexte de dire que ça va aider les jeunes à se loger, franchement ne soyons pas dupes, on fera le constat dans un an et on verra bien, mais je suis convaincu que pour nous c'est une manne financière importante et ça fait des recettes supplémentaires pour d'autres projets j'entends bien, mais nous serons vigilants pour voir si ce n'est pas simplement d'augmenter encore et rendre difficile le pouvoir d'achat pour certains.

Parce que ces résidences secondaires sont quand même utilisées par des propriétaires aussi quand ils viennent et on le sait qu'ils occupent peut-être de façon temporaire mais qu'ils occuperont de façon définitive dans les années à venir quand ils seront vraiment retraités.

Donc voilà c'était juste la remarque que je voulais faire.

Edouard DUPOUY :

Donc ça deviendrait une résidence principale, et donc ils ne seront pas redevables de cette taxe.

Christophe VIGNAUD :

Parfait, nous allons passer au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Une abstention, parfait.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-001 : Taxe d'Habitation - Majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale

Monsieur le Maire explique que conformément aux dispositions de l'article 1407 *ter* du Code Général des Impôts (CGI), les conseils municipaux des communes situées dans le périmètre d'application de la Taxe sur les Logements Vacants prévue (TLV) à l'article 232 du CGI peuvent majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés. Le taux majoré est intégré dans le plafond existant des taux de taxe d'habitation. L'instauration de la majoration est subordonnée à une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicable aux impositions dues à compter de l'année suivante.

[En application de l'article 73 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, le décret n° 2023-822](#) du 25 août 2023 a étendu la liste des communes qui peuvent imposer cette majoration. La Commune de Soorts-Hossegor en fait partie car il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. En effet, selon les données de la Direction Générale des Finances Publiques, 55,60 % des logements présents sur la Commune sont des résidences secondaires ; en conséquence, il est très difficile notamment pour les jeunes qui le souhaitent de continuer à habiter sur la Commune et pour les personnes travaillant sur la Commune d'y résider. Ainsi que la loi de finances du 30 décembre 2022 l'y encourage puis le décret du 25 août dernier le prévoit, il convient d'inciter fortement les propriétaires de résidences secondaires à mettre leur logement en location à l'année, le cas échéant de générer des ressources fiscales supplémentaires, pour créer ou rénover des logements accessibles à tous et par voie de conséquence les équipements publics nécessaires au bon fonctionnement de la Commune.

VU l'article 73 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ayant pour objet d'étendre le champ d'application de la majoration de taxe d'habitation sur résidences secondaires (logements meublés non affectés à l'habitation principale au sens de l'article 1407 *ter* du CGI) et de la taxe annuelle sur les logements vacants (article 232 du CGI),

VU le [décret n° 2023-822](#) du 25 août 2023 modifiant les décrets n° 2013-392 du 10 mai 2013 par le [décret n° 2015-1284 du 13 octobre 2015](#) relatifs au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts,

VU l'article 1407 *ter* du Code Général des Impôts,

VU l'article 232 du Code Général des Impôts,

Après en avoir délibéré,

Par 23 voix pour et 1 abstention (Mathilde VINTROU)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de majorer de 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

CHARGE Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

2. Admissions en non-valeur

3. Provisions pour risques

Christophe VIGNAUD :

Passons au point suivant le point N°2, les admissions en non-valeurs, Edouard (DUPOUY), c'est à toi.

Edouard DUPOUY :

Oui, point n°2 et point n°3 que je vais aborder et expliquer en même temps parce qu'ils sont quand même relativement liés.

Donc pour le point n° 2, ce sont les admissions en non-valeur et le point n° 3 ce sont les provisions pour risques.

Pour rappel, au niveau des provisions pour risques, nous avons des restes à recouvrer, et donc on regarde à la fin de l'année et on juge celles qui sont plus ou moins risquées, recouvrables ou non.

Et on va constituer une provision parce qu'on estime qu'il y a des créances, soit qui sont très anciennes soit ce sont des dossiers trop compliqués qui sont donc douteux et qu'on ne va pas être en mesure de recouvrer en l'état donc on constitue une provision là-dessus.

Le montant de la provision cette année qui a été constituée s'élève à 34 000€, sachant qu'on avait déjà constitué en 2022, si vous vous en souvenez une provision pour 13 000€ donc en fait on ne va pas comptablement passer la charge de provision de 34 000€ mais juste la compléter.

C'est-à-dire compléter la provision initiale de 20 000€ pour 2023 et ce qui en découle sur les admissions en non-valeurs et ça pour le coup c'est une créance dont on estime qu'elle sera irrécouvrable et puis pour lequel on passe une petite écriture comptable pour l'annuler donc là en l'occurrence, ce sont des titres très anciens, certains sont même antérieurs à 2018.

Et donc l'ensemble de cette écriture pour lequel on demande une délibération s'élève à 20 282€.

Petite précision, ces titres concernent principalement des participations au raccordement à l'assainissement collectif, à des redevances de taxes de séjour ou à des inscriptions aux activités du pôle enfance jeunesse ainsi qu'à des autorisations d'occupation du domaine public.

Est-ce qu'il y a des questions sur ces points ? avant que l'on passe au vote.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Le raccordement à l'assainissement collectif, cela concerne plusieurs maisons ? Ou une seule ?

Edouard DUPOUY :

Plusieurs.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Ce sont des personnes qui sont décédés ?

Edouard DUPOUY :

Alors non, ce sont des raccordements qui avaient été comptabilisés alors que ce sont des raccordements qui sont non dus, dont les permis n'ont pas été délivrés par exemple.

Et je pense que c'est un système qui est à revoir de notre côté, mais on comptabilise les raccordements avant d'avoir délivré le permis, donc effectivement nous ne sommes pas réellement sûrs que le

raccordement va avoir lieu et puis la personne a la possibilité de se rétracter et de pas aller jusqu'au bout du projet, ce qui fait que ce raccordement n'est pas dû et à nous de l'annuler et le Sydec va nous rembourser, merci Mélanie (FOURGS).

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

D'accord donc là les 8 955€ mais pour les raccordements c'est neutre en fait ?

Edouard DUPOUY :

Oui, cela ça va être neutre, donc il y a juste les redevances de taxe de séjour pour 1 700€, les activités liées au pôle enfant jeunesse et les autres réalisations sur le domaine public.

Christophe VIGNAUD :

Nous pouvons passer au vote des 2 délibérations.

Edouard DUPOUY :

Oui, on peut faire comme ça. Premièrement on vote sur l'admission en non-valeur.

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Parfait merci. Et ensuite on va voter le montant de la provision à constituer donc pour 34 000€, on complète la provision à hauteur de 20 429€ pour l'année 2023.

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-002 : Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

Monsieur Édouard Dupouy, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée délibérante que, Madame la Trésorière Principale de Saint-Vincent-de-Tyrosse a transmis un état des produits communaux à présenter au Conseil Municipal, pour décision d'admission en non-valeur, dans le budget principal.

Il rappelle qu'en vertu des dispositions législatives qui organisent la séparation des Ordonnateurs et des Comptables, il appartient à la Trésorière, et à elle seule, de procéder, sous le contrôle de l'État, aux diligences nécessaires pour le recouvrement des créances.

Monsieur l'adjoint au maire en charge des finances explique qu'il s'agit de créances communales pour lesquelles la Trésorière n'a pu aboutir dans les procédures de recouvrement qui s'offraient à elle.

Il indique que le montant total des titres à admettre en non-valeur s'élève à 20 282,25 €.

Il précise que ces titres concernent principalement des participations au raccordement à l'assainissement collectif, à des redevances de taxe de séjour, à des inscriptions aux activités du PEJ, et à des autorisations d'occupation du domaine public.

Le tableau ci-dessous détaille les créances communales en cause.

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Type de recettes	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2006	T-498	1	4582--	Divers	1 335,45 €	Poursuite sans effet
2009	T-476	1	7067-251-	Cantine scolaire	30,43 €	Poursuite sans effet
2009	T-109	1	752-71-	Loyers	99,56 €	Poursuite sans effet
2009	T-174	1	752-71-	Loyers	67,35 €	Poursuite sans effet
2009	T-580	1	70323-01-	Occupation DPM	192,75 €	Poursuite sans effet
2010	T-518	1	7067-251-	Garderie	34,00 €	Poursuite sans effet
2011	T-862	1	70323-01-	Occupation DPM	473,25 €	Poursuite sans effet
2012	T-657	1	7067-251-	Garderie	10,80 €	Poursuite sans effet
2012	T-704607302047	1	704--	Participation branchements égouts	381,12 €	Poursuite sans effet
2012	T-704607302296	1	704--	Participation branchements égouts	762,25 €	Poursuite sans effet
2012	T-1037	1	7362-01-	Taxe de séjour	41,58 €	Poursuite sans effet
2012	T-704607302187	1	704--	Participation branchements égouts	762,25 €	Poursuite sans effet
2012	T-695	1	70323-01-	Occupation DPM	483,00 €	Poursuite sans effet
2013	T-129	1	70323-01-	Autorisation de voirie	10,00 €	RAR inférieur seuil poursuite
2013	T-742	1	7067-251-	Garderie	19,50 €	RAR inférieur seuil poursuite
2013	T-746	1	7067-251-	Garderie	16,20 €	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-1089	1	7336-01-	Marché	216,00 €	Poursuite sans effet
2014	T-1088	1	7336-01-	Marché	343,00 €	Poursuite sans effet
2014	T-754	1	70323-01-	Terrasse	2 016,06 €	Poursuite sans effet
2014	T-629	1	70323-01-	Terrasse	2 016,06 €	Poursuite sans effet
2015	T-1081	1	70323-822-	Marché	87,50 €	Poursuite sans effet
2015	T-1251	1	70323-822-	Marché	70,00 €	Poursuite sans effet
2015	T-1259	1	70323-822-	Marché	52,50 €	Poursuite sans effet
2015	T-860	1	70323-822-	Marché	54,51 €	Poursuite sans effet
2015	T-867	1	70323-822-	Marché	87,50 €	Poursuite sans effet
2015	T-966	1	70323-822-	Marché	70,00 €	Poursuite sans effet
2015	T-238	1	7362-95-	Taxe de séjour	759,33 €	Poursuite sans effet
2015	T-239	1	7362-95-	Taxe de séjour	367,29 €	Poursuite sans effet
2015	T-1038	1	752-020-	Location salle	100,00 €	Poursuite sans effet
2016	T-69	1	7362-95-	Taxe de séjour	327,69 €	Poursuite sans effet
2016	T-524	1	73362-91-	Marché	133,25 €	Poursuite sans effet
2016	T-62	1	70321-822-	Autorisation de voirie	240,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-117	1	7066-61-	Portage repas	178,50 €	Poursuite sans effet
2017	T-7046000000035	1	704--	Participation branchements égouts	2 775,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-1011	1	7067-213-	Aish	4,30 €	Poursuite sans effet
2017	T-7046000000062	1	704--	Participation branchements égouts	1 575,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-7046000000064	1	704--	Participation branchements égouts	2 700,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-842	1	7362-95-	Taxe de séjour	147,74 €	Poursuite sans effet
2017	T-1179	1	7336-91-	Marché	122,50 €	Poursuite sans effet
2018	T-193	1	70321-822-	Autorisation de voirie	36,00 €	Poursuite sans effet
2018	T-7047000000033	1	7066--	Crèche	11,75 €	Poursuite sans effet
2018	T-256	2	7331-71-	Loyers	8,72 €	Poursuite sans effet
2018	T-138	2	7331-71-	Loyers	8,72 €	Poursuite sans effet
2018	T-138	1	752-71-	Loyers	89,95 €	Poursuite sans effet
2018	T-102	1	752-71-	Loyers	89,95 €	Poursuite sans effet
2018	T-256	1	752-71-	Loyers	89,95 €	Poursuite sans effet
2018	T-102	2	7331-71-	Loyers	8,72 €	Poursuite sans effet
2018	T-617	1	7067-213-	Aish	23,00 €	Poursuite sans effet
2018	T-618	1	7067-213-	Aish	121,10 €	Poursuite sans effet
2018	T-619	1	7067-213-	Aish	11,70 €	Poursuite sans effet
2018	T-1104	1	7066-61-	Portage repas	15,60 €	Poursuite sans effet
2019	T-120	1	7067-213-	Aish	0,65 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-121	1	7067-213-	Aish	23,00 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-967	2	7362-95-	Taxe de séjour	1,08 €	Personne disparue
2019	T-967	1	7362-95-	Taxe de séjour	10,80 €	Personne disparue
2019	T-966	2	7362-95-	Taxe de séjour	0,89 €	Personne disparue
2019	T-964	1	7362-95-	Taxe de séjour	19,75 €	Personne disparue
2019	T-964	2	7362-95-	Taxe de séjour	1,97 €	Personne disparue
2019	T-965	1	7362-95-	Taxe de séjour	8,29 €	Personne disparue
2019	T-965	2	7362-95-	Taxe de séjour	0,83 €	Personne disparue
2019	T-966	1	7362-95-	Taxe de séjour	8,92 €	Personne disparue
2019	T-969	2	7362-95-	Taxe de séjour	2,54 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-969	1	7362-95-	Taxe de séjour	25,40 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-1306	1	70323-822-	Occupation DPM	145,73 €	Décédé et demande renseignement négative
2019	T-972	2	7362-95-	Taxe de séjour	1,06 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-973	2	7362-95-	Taxe de séjour	0,88 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-973	1	7362-95-	Taxe de séjour	8,84 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-972	1	7362-95-	Taxe de séjour	10,56 €	RAR inférieur seuil poursuite
2020	T-71	1	7067-213-	Garderie	20,80 €	RAR inférieur seuil poursuite
2020	T-577	1	7066-61-	Portage repas	51,00 €	Décédé et demande renseignement négative
2020	T-576	1	7066-61-	Portage repas	51,00 €	Décédé et demande renseignement négative
2020	T-575	1	7066-61-	Portage repas	51,00 €	Décédé et demande renseignement négative
2021	T-888	1	70323-822-	Occupation DPM	158,88 €	Décédé et demande renseignement négative
					20 282,25 €	

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'état des produits irrécouvrables dressé par la Trésorerie de Saint-Vincent-de-Tyrosse,

VU le décret n°98-1239 du 29 décembre 1998,

CONSIDÉRANT que toutes les opérations visant à recouvrer des créances ont été diligentées par la Trésorière Principale de Saint-Vincent-de-Tyrosse dans des délais légaux,

CONSIDÉRANT qu'il est désormais certain que ces créances ne peuvent plus faire l'objet d'un recouvrement en raison des motifs d'irrécouvrabilité évoqués par la Comptable.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des finances réunie le 28 août 2023,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ADMET en non-valeur les créances communales dont le détail figure ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-003 : Ajustement de la provision pour dépréciation des créances douteuses

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée communale que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Dans un souci de sincérité budgétaire, de transparence et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, la constitution des provisions pour les créances douteuses constitue une dépense obligatoire au vu de la réglementation. Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis, malgré les diligences faites par le Comptable Public, une provision doit être constituée par délibération, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé à partir des éléments communiqués par le comptable public.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficulté de recouvrement (compte-tenu, notamment, de la situation financière du débiteur) ou d'une contestation sérieuse, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater une provision car la valeur des titres de recettes pris en charge dans la comptabilité est supérieure à celle attendue.

L'identification et la valorisation du risque impliquent un travail concerté entre l'Ordonnateur et la Comptable, sur la base de tableaux de bord. L'objectif est d'aboutir à une évaluation, la plus précise possible, du montant de la provision des créances du fait de leur irrécouvrabilité.

Le mécanisme comptable de provision permet d'appréhender cette incertitude, fonction de la nature et de l'intensité du risque. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions / dépréciations des actifs circulants ».

L'analyse effectuée conjointement entre la Comptable Publique et la Commune des restes à recouvrer a permis d'identifier les créances devant faire l'objet d'une provision. Elles sont de deux types.

Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer, des provisions à hauteur de 100% pour des créances anciennes et très douteuses et des provisions sur la base du seuil de 15% pour des créances moins incertaines.

Concernant l'année 2023, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Niveau du risque d'irrecouvrabilité (ancienneté, infos TG ...)	Taux de dépréciation	Montant des restes à recouvrer	Montant du stock de provisions à constituer
Niveau faible	0%	2 287,19 €	0,00 €
Niveau Modéré	15%	30 830,04 €	4 624,51 €
Niveau élevé	100%	29 739,43 €	29 739,43 €
		62 856,66 €	34 363,94 €

Provisions déjà constituées	13 934,14 €
Provisions à constituer pour 2023	20 429,80 €

1. Le montant des provisions déjà constituées sur l'exercice 2022 est de 13 934,14 €, il convient donc de constituer le complément de provision nécessaire à hauteur de 20 429,80 €.
2. Cependant, il convient de reprendre une partie de cette provision à hauteur des admissions en non-valeur délibérée précédemment pour la somme de 20 282,25 €.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

VU l'avis favorable de la Commission des finances en date du 28 août 2023,

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,**

CONSTITUE une provision au compte 6817 pour dépréciations des actifs circulants de 20 429,80 € au budget principal.

INSCRIT une reprise de la provision pour 20 282,25 € au vu des admissions en non-valeur constatées par la délibération présentée précédemment.

ACTUALISE annuellement le calcul et inscrit au budget communal cette provision pour les prochains exercices.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

26 : 19 de la vidéo : Intervention de Baudouin MERLET inaudible

Edouard DUPOUY :

Pour l'Office de tourisme, on va te laisser parler avant de voter ne t'inquiètes pas.

Christophe VIGNAUD :

Oui pour ça on ne s'inquiète pas !

4. Clôture du budget annexe Pédebert extension 2

Edouard DUPOUY :

Point n°4, il s'agit de la clôture du budget de l'annexe Pédebert extension 2, donc la communauté de communes a notifié à la commune par courrier la fin des travaux de requalification de voirie sur l'extension de la zone de Pédebert.

L'EPCL a également précisé que les montants déjà versés par la commune couvrent la part de financement sur laquelle elle est engagée et déclare comme soldée la convention et son avenant s'y référant.

Par conséquent, n'ayant pas d'autres écritures à générer sur le budget annexe Pédebert extension 2, il est proposé de clôturer ce budget au 31 décembre 2023 et de transférer préalablement l'excédent de ce budget à savoir 268 779€ sur le budget principal.

Est ce qu'il y a des remarques là-dessus ? Baudouin (MERLET) ? Non. Très bien, passons au vote.

Christophe VIGNAUD :

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Parfait, je vais vous faire passer les feuilles de signature.

D'ailleurs elles concernent les 3 budgets.

Edouard DUPOUY :

Non, les feuilles de signatures sont pour après, pour le point n°6.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-004 : Clôture du budget annexe Pédebert extension 2

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la convention du 12 février 2016 et son avenant relatifs aux travaux de requalification de la voirie de la Zone d'Activités de Pédebert,

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

CONSIDÉRANT que les opérations sur le budget lotissement Pédebert extension 2 (73805) sont terminées,

CONSIDÉRANT que la Communauté des communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS), dans son courrier du 17 mai 2023, acte la fin des travaux de requalification voirie sur la ZA Pédebert. L'EPCI précise également que les montants déjà versés par la Commune de Soorts-Hossegor couvrent la part de financement sur laquelle cette dernière est engagée et déclare comme soldés la convention et son avenant y afférant.

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, Madame la Trésorière municipale nous confirme que l'excédent du budget annexe Pédebert extension 2 est de 268 781,33 €,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE de clôturer le budget annexe Pédebert extension 2 au 31 décembre 2023 et de transférer préalablement l'excédent de ce budget, à savoir 268 781,33 € sur le budget principal.

ACTE qu'à l'issue de ces opérations, le budget annexe Pédebert extension 2 sera clôturé.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Christophe VIGNAUD :

Passons au point n°5, subventions complémentaires 2023 et avenant à la convention avec l'office de tourisme.

Par délibération en date du 17 mars 2023, le Conseil municipal a octroyé pour l'année 2023, une subvention de fonctionnement de 301 000€ à l'association office de tourisme d'Hossegor.

L'association a procédé au licenciement de son directeur en juillet dernier, cette dépense n'était pas prévue. Les nouveaux présidents et directeurs de l'association sollicitent la commune afin de pouvoir régler les indemnités réglementaires de licenciement.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur un avenant à la convention 2023 comprenant un complément de subvention d'un montant de 67 000€.

Est-ce que quelqu'un veut parler avant Baudouin (MERLET).

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Je trouve les choses extrêmement résumées là quand même !

Edouard DUPOUY :

Mais on va détailler.

Christophe VIGNAUD :

Mais Cathy (CERIZAY-MONTAUT), je pense que nous en avons parlé suffisamment, nous en avons parlé en commission générale, en commission des finances avec explications de texte.

Maintenant voilà la délibération, c'est celle qui en tout cas va être prise en étant, pour/contre ou en s'abstenant donc est-ce qu'il y a quelqu'un qui veut parler avant Baudouin (MERLET).

Henri ARBEILLE :

Oui je voudrais prendre la parole s'il vous plaît.

Baudouin MERLET :

Donc moi, ce sera après.

Edouard DUPOUY :

Non mais il peut s'exprimer tout de suite.

Henri ARBEILLE :

C'est vrai, Monsieur MERLET a demandé la parole en premier.

Baudouin MERLET :

Non, cela m'est égal. Simplement pour que ce soit bien clair pour tout le monde et y compris pour l'extérieur, pourquoi ces subventions ? D'abord il faut noter une chose, et je ne sais pas si tout le monde est bien au courant, mais la mairie n'a aucune responsabilité juridique vis-à-vis de l'association privée, j'insiste bien, privée, qu'est l'office de tourisme.

Aucune obligation de quelle nature que ce soit, qu'il s'agisse du personnel, qu'il s'agisse même des subventions... Et preuve en est d'ailleurs, nous avons seulement 3 représentants si je ne me trompe pas au Conseil d'administration.

Mais ce sont des représentants à vote virtuel, c'est-à-dire on vote mais cela ne vaut rien. Donc on a aucun pouvoir de blocage. Ça c'est le premier point.

Deuxième chose qui nous fait réfléchir sur ce sujet, qui apparemment peut agacer, ce que je comprends. C'est le fait que, alors, je vais qualifier la gestion et cela ne date pas d'hier, cela fait 2 ans qu'on en parle, d'une gestion... et je le dis sobrement, cette gestion maladroite a conduit l'office de tourisme à faire des appels au secours pour des subventions supplémentaires dont celle-ci fait partie, en 2022 et en 2023.

Tout ça quasiment en fin d'année et pour pouvoir, alors c'est à vérifier puisqu'on n'a pas tous les comptes. Pour pouvoir assumer notamment les salaires, je dis bien des salariés et non pas des agents, car ce sont des salariés, ce ne sont pas des agents de la mairie.

Et en plus des salariés qui sont en contrat à durée indéterminée, donc tout ça nous a conduit et a conduit Monsieur le maire à réagir fortement pour dire maintenant on ne peut pas rester comme ça avec des subventions qui se baladent en réalité entre 300 000€ et 400 000€, c'est la plus grosse subvention qui est accordée si je ne me trompe pas par la mairie. On ne peut pas continuer comme ça sans avoir aucun pouvoir de quelque nature que ce soit, pouvoir de contrôle y compris au travers de l'absence de vote et donc la réflexion qui est menée, et je parle sous le contrôle du maire, c'est d'essayer de modifier la structure.

Alors, on n'a pas encore complètement arrêté cette position, d'essayer de modifier la structure, pour présenter des objectifs à une structure que l'on a sous contrôle.

Parce que présenter des objectifs à des structures qui n'existent pas ou qui fait ce qu'elle veut, cela n'est pas acceptable.

Donc on est sur ce schéma-là, cela a entraîné la démission très rapide, que je comprends mal, enfin que je comprends trop bien, du président, qui a démissionné avant même que son directeur général, pour lequel nous devons une indemnité, alors je ne sais pas exactement le montant...le directeur général a annoncé un départ en retraite anticipé.

Christophe VIGNAUD :

Pour cause de maladie.

Baudouin MERLET :

On ne va poser ce point-là parce qu'on pourrait aller plus loin.

Christophe VIGNAUD :

Non, mais juste 30 secondes et je te redonne la parole après.

Là on refait l'histoire de l'office.

Baudouin MERLET :

Oui mais elle n'est pas connue de tout le monde.

Christophe VIGNAUD :

Mais bon, on ne va pas passer 3h sur une histoire, ce soir nous avons un vote à faire sur un point.

On peut entendre ce que tu dis, et il n'y a pas de souci, moi je l'entends mais on ne va pas refaire l'histoire à chaque fois.

Baudouin MERLET :

On ne la refait pas, on l'explique.

Christophe VIGNAUD :

Surtout que nous l'avons vécu, après qu'on l'explique aux gens, il n'y a pas de problème non plus, mais il ne faut pas non plus perdre le fil, ce soir il s'agit d'une subvention complémentaire que l'on doit voter cette explication-là, elle est entendable.

Cela étant, on ne va pas expliquer, pourquoi, comment et autre. Il faut qu'à un moment, on se pose et qu'on se dise exactement pourquoi on est là et pourquoi on vote cette délibération.

Baudouin MERLET :

Mais il faut quand même dire pourquoi est faite la subvention.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais on l'a expliqué, c'est une subvention.

Baudouin MERLET :

C'est une subvention pour payer de départ d'un directeur général.

Christophe VIGNAUD :

Tu as un budget de fonctionnement, ce que tu as bien expliqué, de 301 000€ + 100 000€ pour les événements, cela fait 400 000€. Il y a eu un paiement du départ du directeur de l'office pour des raisons médicales et qui a été donc anticipé.

L'office lui-même, a supporté son départ en lui donnant une première partie et là nous allons voter pour la seconde partie afin de solder ces indemnités.

Après que le directeur, que le président soient partis plus tôt ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, il s'agit de savoir...

Baudouin MERLET :

Mais ça je le comprends bien, mais si on veut se débarrasser de ce sujet-là, purement arithmétique ou financier si je peux dire, allez on vote 65 000€ puis l'année prochaine ce sera autre chose.

Moi je suis sur le problème de fond ! Et le problème de fond ce n'est pas celui-là !

Christophe VIGNAUD :

Mais on est d'accord avec toi, tu as très bien expliqué la position de la mairie à l'égard de l'office et tu as bien expliqué que les 3 personnes qui sont représentées puisqu'on a Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON et Véronique CAZAVANT et moi, mais bon alors moi j'y suis juste parce je dois y être mais ceci étant les 3 représentants qui sont au Conseil d'administration n'ont pas de vote, et il y a un travail qui est fait et tu es au courant de tout ça, nous avons une réunion de présentation qui va être faite le 26 septembre à 14h00 pour travailler sur ce contrat d'objectif.

D'ailleurs, c'est le contrat d'objectif qui a été demandé de la part de Lionel (BARBERIS), il n'est pas là mais il aurait redit.

Ce contrat d'objectif pour faire évoluer tout ce dont tu parles, tout ce que tu expliques pour qu'on puisse à un moment ou un autre pour une association de ce type-là comme tu l'as bien expliqué, c'est effectivement la subvention la plus importante que verse la mairie, que nous puissions avoir un vrai regard et un vrai contrôle.

Baudouin MERLET :

Cela suppose de changer la structure d'une manière ou d'une autre.

Christophe VIGNAUD :

Ou pas, après c'est un travail qui sera fait...

Baudouin MERLET :

Enfin, afin de de prendre la main si je peux dire.

Christophe VIGNAUD :

Ce sera un travail qui va être fait lors des commissions, qui vont être établies à compter du 26 septembre pendant lesquelles nous allons travailler. Nous avons eu d'ailleurs un retour, souvenez-vous en commission générale, de KPMG qui nous a fait une présentation là-dessus.

Alors après on écoute, on n'écoute pas en tout cas, il y a une recommandation qui a été faite et cette réunion du 26 septembre, ce sera la première pierre à l'édifice. Afin de retrouver ce dont tu parles, un office qui soit, pas plus efficient, mais en tout cas plus en adéquation avec ce que nous voulons mettre en avant.

Mieux en adéquation concernant les relations office/mairie.

Baudouin MERLET :

Et mieux gérées.

Christophe VIGNAUD :

Et on l'espère, mieux gérées. Mais en tout cas ce sont des choses sur lesquelles on a déjà beaucoup travaillé, et tu le sais.

Baudouin MERLET :

Oui je sais, sinon on n'en parlerait pas. Voilà c'est simplement ça que je voulais dire, bon j'avais autre chose à ajouter mais ce n'est pas grave. Je le garderais pour la prochaine fois.

Non mais je vais vous le dire quand même. J'ai lu les P.V, ce que vous n'avez peut-être pas fait, j'ai lu les P.V des conseils d'administration. Qui s'intitulent d'ailleurs compte-rendu, mais peu importe et si j'ai bien lu, nous n'avons pas l'obligation de payer le surplus d'indemnités au directeur général avant la fin décembre.

Donc ce n'est pas dans les 15 jours qui suivent la lettre de licenciement qui a été signée par le président démissionnaire, avant qu'il ne démissionne, c'est à dire le 6 juillet ou quelque chose comme ça.

Nous n'avons pas d'obligation de règlement si j'ai bien lu, avant fin décembre donc la question que l'on peut se poser, c'est ce que l'on n'aurait pas intérêt, parce qu'entre le 31 décembre et le 1^{er} janvier il n'y a qu'une nuit, est ce qu'on n'aurait pas intérêt, pour ne pas recommencer tout ce cirque, puisqu'on on a déjà les 101 000€ ou quelque chose comme ça de l'année dernière, à les décaler sur début janvier ?

C'est quelque chose qui est peut-être envisageable, alors je sais que par principe, il va dire non.

Edouard DUPOUY :

Qui ça ?

Baudouin MERLET :

Edouard ! Il me regarde, il va dire non, je ne sais pas pourquoi mais il va le dire. Et ce n'est pas grave

Edouard DUPOUY :

Alors pour moi ce que tu avances est faux, mais peut-être que je me trompe.

Baudouin MERLET :

Ah c'est écrit noir sur blanc.

Edouard DUPOUY :

Pour moi, c'est faux, mais je n'ai pas ce document.

Christophe VIGNAUD :

Un licenciement, normalement il est payable tout de suite, c'est la règle normalement il est payable de la totalité tout de suite.

Baudouin MERLET :

Décembre ! C'est écrit, je l'ai lu !

Christophe VIGNAUD :

Attends, la loi lorsque tu licencies quelqu'un, sauf accord des 2 parties, tu licencies tu dois payer la totalité de ces indemnités.

Normalement s'il n'y a pas d'accord, je veux dire dans la procédure classique, laissez-moi juste finir... La loi vous impose que lorsque vous licenciez quelqu'un, vous devez lui payer ses congés et son solde de tout compte.

Lorsqu'il y a un accord, vous avez le droit de pouvoir effectuer un paiement en 2 fois, ce qui a été le cas du directeur à la suite de la négociation qui a été faite. Au moment de son licenciement, alors je répète que son licenciement n'est pas un licenciement parce qu'il a commis une faute grave, mais un licenciement dû à un problème de santé. A partir du moment où il a démissionné début juillet, cette somme lui était due et il a accepté de recevoir une première partie qui correspondait à l'ensemble de ces salaires et du fait de la subvention que nous avons versée en début d'année, et le solde sera versé dès que ce sera possible à la suite de notre vote de ce soir.

Nous aurions dû payer la totalité mais si nous avons payé la totalité et c'est là où le problème est arrivé, Nous aurions rencontré une difficulté de trésorerie pour pouvoir payer l'ensemble des salariés de l'office à compter du mois d'août.

Baudouin MERLET :

Cela veut dire qu'on privilégie l'indemnité de départ de quelqu'un qui l'anticipe par opposition aux salariés. C'est quand même un vrai sujet !

Christophe VIGNAUD :

Là, l'office ne l'a pas fait et ils ont négocié le paiement en deux fois.

Tu voulais dire quelque chose Henri (ARBEILLE) ?

Henri ARBEILLE :

Oui déjà avoir une pensée pour le personnel, les salariés de l'office de tourisme qui depuis quelques semaines voire depuis quelques mois vivent dans une incertitude totale qui fait que, je pense que ce soir ils doivent nous regarder, et je voudrais leur envoyer quand même un message fort en leur disant que moi, je respecte le travail qu'ils font, des professionnels ont assuré tout l'été, avec un départ anticipé pour mise en retraite du directeur, avec l'abandon de poste du président et je pense c'est une association complexe, compliquée et que sur le plan psychologique, cela a dû être dur pour eux et je voudrais leur dire qu'ils ont tout notre soutien.

Ils ont 4 missions on le sait c'est l'accueil, c'est l'information, c'est la promotion et surtout ce sont les événements. Cet été, je pense que cela s'est bien passé donc je vais déjà leur dire merci, ça c'est un premier point important.

Deuxièmement dire que nous avons également un conseil d'administration avec des sociaux professionnels, qui sont élus. Là aussi leur envoyer un message fort en disant que, encore une fois nous ne sommes pas dans une logique de combat, nous sommes dans une logique où vous nous représentez, vous êtes nos ambassadeurs et vous êtes la vitrine de notre commune. Donc ça aussi c'est important, et que nous devons travailler, ce qui n'a pas été le cas par le passé, main dans la main avec un projet intelligent.

Moi ce soir ce qui me gêne, c'est que le départ et la mise en retraite anticipée du Directeur, qui était déjà prévisible puisque nous avions envoyé des messages forts déjà fin 2022, nous en avons parlé en commission des finances, nous en avons parlé pendant les débats d'orientation budgétaire, nous en avons parlé déjà parmi pas mal de conseils municipaux...Donc nous avons déjà émis l'hypothèse qu'à un moment malade ou pas malade, il faudrait provisionner ce départ, ce qui apparaissait logique et nous avions fait des appels, nous avions demandé au président de le faire, ce qui n'a pas été fait malgré une expertise comptable qui le recommandait.

Je ne ferai pas d'autres commentaires à ce sujet-là.

Abandonner son poste, je le répète, avant la saison et laisser ses agents, pardon ses salariés, puisqu'effectivement c'est une association, venir nous réclamer la paye en septembre 2023, cela me gêne quelque part.

Alors moi, ce que je demande ce soir, on est pour on est contre, mais on est tous pour que l'office de tourisme continue de vivre, on est tous pour que les payes et les salaires soit assurés c'est une évidence, mais je n'ai pas de garantie et depuis 1 an, depuis 2 ans nous demandons des garanties.

Ces garanties pour moi, elles sont au nombre de 3, première garantie c'est qu'on est enfin un contrôle, nous sommes le principal financeur, donc nous sommes les décisionnaires c'est notre rôle d'élus responsables ! Donc à un moment ne pas avoir effectivement un exemple l'adjoint aux finances qui soit dans le « bureau » pour assurer un contrôle et un maintien des finances, cela me paraît sur une période d'un an, une mise sous tutelle nécessaire.

Edouard DUPOUY :

Et c'est interdit par la loi !

Henri ARBEILLE :

Ça, c'est la première garantie c'est qu'on peut avoir un élu, on a un président d'honneur et nous avons 3 élus.

Edouard DUPOUY :

C'est interdit ! L'étude KPMG l'a bien démontré.

Henri ARBEILLE :

Alors je comprends bien ce que tu me dis, que c'est interdit. C'est autorisé quand même quand on a à faire une subvention complémentaire, donc un, je pense qu'on a besoin d'avoir je répète, un élu, peut-être pas le rôle de l'adjoint aux finances, excuse-moi si tu n'as pas envie.

Avoir un élu pour faire respecter la loi de l'administration, c'est important et c'est un premier point. Deuxième point, que nos 3 élus retrouvent le droit de voter, qu'ils ne soient pas simplement assis sur le strapontin et là ils disent Messieurs...

Christophe VIGNAUD :

Je te coupe 30 secondes et puis tu diras ton troisième point, tout cela fait partie du contrat d'objectif qui va être discuté, cela fait partie des objectifs sur lesquels nous avons tous entamé des discussions lors de la commission finances souvenez-vous. Et pendant la commission générale, ça c'est un point important.

Henri ARBEILLE :

Je termine donc par la troisième garantie qui est de renouveler la convention de moyens d'objectifs qui existe déjà et effectivement de l'appliquer et surtout je le répète de mettre de nouveaux statuts en place, qui ont été remaniés une ou deux fois en fonction de l'envie du président...ou pas.

Donc moi j'ai besoin de ces trois garanties ce soir pour vous dire que je n'ai pas envie en 2024 d'avoir de nouveau ce débat, à savoir s'il faut faire une rallonge ou pas, payer les salaires ou pas.

Parce que là, j'ai envie de dire l'addition est salée à chaque fois et quel que soit le motif, honorable du départ à la retraite anticipée du Directeur pour raisons médicales, dont on n'a pas à faire de commentaire ce soir et d'ailleurs on lui souhaite une bonne retraite bien méritée.

Je le répète encore une fois, ce débat nous l'avons eu en 2022, nous l'avons 2023 et nous l'aurons encore en 2024 !

Christophe VIGNAUD :

Non, nous ne l'aurons pas le 2024. Après chacun vote ce qu'il voudra, il n'y a pas de problème par rapport à cela, et ce n'est pas un souci.

Je pense qu'aujourd'hui, on est arrivé au bout d'un chemin, qui nous a été exposé à plusieurs reprises, sur lequel nous avons souvent débattu les uns et les autres.

Aujourd'hui, d'abord il faut juste se reconcentrer sur cette subvention-là, qui découle sur tout ce que vous venez de dire et tout ce que l'on pense et on le sait. Le travail débute ce 26 septembre, le contrat d'objectifs, et il y a déjà une première version qui va être envoyée par son directeur en intérim, afin qu'on puisse travailler là-dessus.

On va pouvoir discuter et mettre en avant tous les arguments, je dis bien tous les arguments que vous avez exposé les uns et les autres et que nous avons suffisamment débattu au cours des derniers mois que ce soit en commission générale, en commission des finances ou en Conseil municipal.

Maintenant je veux juste revenir sur le point pour lequel on est là, et pour lequel on doit voter et qu'il faut se prononcer là-dessus en ayant bien entendu ce qu'ont dit Henri ARBEILLE ou Baudouin MERLET ce soir.

Donc on va passer au vote si vous êtes d'accords ? Alors il y a 3 personnes qui ne votent pas, Véronique CAZAVANT, Caroline CABANAC-ESCANDE, et Emmanuelle BESCHERON, compte tenu du fait qu'elles font partie du Conseil d'administration de l'office du tourisme.

Intervention inaudible de Patrice BIANCONE

Christophe VIGNAUD :

Mais tu as tu as raison Patrice (BIANCONE), le paradoxe existe, mais cela étant... si tu veux intervenir, branche ton micro s'il te plaît.

Patrice BIANCONE :

J'aurais juste ajouté que pour que cela fonctionne il faudra augmenter, me semble-il le contrat, avec absolument des élus dans ce Conseil d'administration avec droit de vote, sinon ça ne sert à rien.

Christophe VIGNAUD :

Mais on est totalement d'accord, et cela fait partie du contrat d'objectifs, ce sont des choses primordiales sur lesquelles il faudra qu'il y ait des élus supplémentaires avec un vrai droit de vote, pour qu'il y ait un vrai pouvoir, en tout cas un contre-pouvoir ou un contre balancement, et un moyen de discuter.

Patrice BIANCONE :

Et je rejoins Henri ARBEILLE, le personnel n'a pas à payer les fautes de gestion.

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu et ce n'est pas le propos de départ, le propos n'est pas là, et nous sommes bien d'accord sur tout ce qui a été dit. On peut passer au vote ?

Henri ARBEILLE :

Et je rejoins Patrice BIANCONE, je suis tout à fait d'accord sur le fait d'avoir des élus, qui sont en même temps des sociaux professionnels donc là il faut que l'on revoie le nombre.

Christophe VIGNAUD :

Merci, Henri et Patrice

Henri ARBEILLE :

Pour une fois nous sommes effectivement tous d'accords.

Christophe VIGNAUD :

Madame MONTAUT, vous vouliez dire un mot ?

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Juste un dernier mot afin de s'assurer que dans le compte rendu, mais je sais que c'est enregistré donc qu'il n'y a aucun problème, qu'il y ait la trace de nos préoccupations. Qu'elles apparaissent de manière très claire.

Christophe VIGNAUD :

Catherine, vous regarderez le compte-rendu, tout est noté, et si vous avez le moindre soupçon par rapport à cela,

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Je n'ai aucuns soupçons.

Christophe VIGNAUD :

Vous savez qu'en préambule de l'ordre du jour du conseil, on valide le dernier compte-rendu, donc vous aurez l'occasion de le lire.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Parce que c'est ça qui est intéressant, il y a un vote mais il y a tout un cheminement avant voilà. Et il a bien été expliqué par les différents locuteurs.

Christophe VIGNAUD :

On va commencer par l'inverse. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Henri ARBEILLE :

Je m'abstiens et je dis pourquoi, je n'ai pas assez de garanties aujourd'hui.

Christophe VIGNAUD :

On ne va pas redémarrer la discussion. Qui est pour ? Parfait, merci.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-005 : Subvention complémentaire 2023 à l'Office de Tourisme d'Hossegor

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Office de Tourisme d'Hossegor d'un complément de subvention pour l'année 2023 à hauteur de 67 000 € afin de permettre, avant la fin de l'année, le paiement par l'association du solde de l'indemnité de licenciement de l'ancien directeur de la structure, Monsieur Ronan PERARD.

CONSIDÉRANT les débats qui se sont tenus lors de la Commission Générale du 12 septembre 2023,

Il est proposé au vote de l'assemblée délibérante, le versement d'une subvention complémentaire à l'association Office de Tourisme d'Hossegor d'un montant de 67 000 €, au titre de l'année 2023. Pour rappel, ce complément s'additionne à la subvention initiale 2023 de 301 000 €.

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON, Véronique CAZAVANT et Caroline CABANAC-ESCANDE, membres de l'association Office de Tourisme d'Hossegor.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

2 abstentions (B. MERLET/H. ARBEILLE)

4 non-votants (C. VIGNAUD/E. BESCHERON /V. CAZAVANT/C. CABANAC-ESCANDE)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le versement d'une subvention complémentaire de 67 000 €, au titre de l'année 2023, à l'association Office de Tourisme d'Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens 2023 avec l'association Office de tourisme d'Hossegor.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

6. Décisions modificatives n°1 : budgets principal, casino et Pédebert extension 2

Christophe VIGANUD :

Bien, alors après cette discussion nous allons passer au point numéro 6, ce sont les décisions modificatives, Edouard c'est à toi.

Edouard DUPOUY :

Décision modificative n°1, pour rappel, les décisions modificatives sont des actes d'ajustement et cela permet donc de corriger en cours d'année les prévisions du budget primitif et du budget supplémentaire.

Sur le budget principal, donc il y a un certain nombre de modifications, je vais citer notamment l'intégration des montants des provisions pour risque et des admissions en non-valeur que nous avons votées précédemment, les subventions aux associations, la bascule des crédits votés dans l'enveloppe des manifestations aux associations qui nous ont transmis, les bilans financiers et moraux de leurs manifestations.

Des subventions nouvelles, dont une qui vient d'être votée à l'instant pour l'office de tourisme à hauteur de 67 000€, pour l'association sportive du collège Jean Rostand pour la section surf à hauteur de 200€, la régularisation des montants de fiscalité et dotation à la suite de la transmission des notifications, puisqu'on les estime avant de voter le budget puis nous recevons la notification un peu plus tard.

Les ajustements des montants pour les travaux et maîtrise d'œuvre du plan plage, de l'étude chromatique, de la place des landais, du poste de police municipale et la canalisation de transfert de sable du lac vers l'océan, un projet qui est repoussé.

Sur le budget casino, on avait inscrit le montant de la purge du bengali, de la boîte de nuit et de la salle d'escrime. Et donc le reste des crédits d'investissement avaient été laissés sur le compte des travaux divers, donc pour pouvoir engager les dépenses liées aux études et missions préparatoires au marché, il est nécessaire de rajouter des crédits à l'opération de réhabilitation du Sporting Casino.

Enfin dernier point, le budget Pédebert extension 2, qu'on peut désormais clôturer, nous l'avons voté précédemment.

Voilà, je le fais de manière assez synthétique mais s'il faut rentrer dans les détails, je suis à votre disposition.

Christophe VIGNAUD :

On va voter la totalité de ces décisions modificatives si vous en êtes d'accord ? Dons, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Parfait,



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-006-01 : Décision modificative n°1/2023 budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°230317-05-01 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°1/2023 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 404 854,21 € et en section d'investissement à -522 747,85 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	F	011	020	60225		Livres, disques, cassettes	-500,00
D	F	011	020	6065		Livres, disques, cassettes	500,00
D	F	011	18	60268		Autres produits pharmaceutiques	-5 000,00
D	F	011	331	60268		Autres produits pharmaceutiques	-1 000,00
D	F	011	4221	60268		Autres produits pharmaceutiques	-5 000,00
D	F	011	18	60668		Autres produits pharmaceutiques	5 000,00
D	F	011	331	60668		Autres produits pharmaceutiques	1 000,00
D	F	011	4221	60668		Autres produits pharmaceutiques	5 000,00
D	F	011	510	615221		Entretien des bâtiments communaux	50 000,00
D	F	011	020	6188		Autres frais divers (Compte Personnel de Formation)	1 500,00
D	F	011	311	6288		Prestation de services	20 600,00
D	F	65	020	657348		Subvention exceptionnelle (Tahiti)	8 365,00
D	F	65	020	6568		Autres participations (Fondation du patrimoine)	10 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions (enveloppe manifestations)	-42 104,36
D	F	65	20	65748		COS	629,36
D	F	65	311	65748		Opéra de Poche	1 000,00
D	F	65	311	65748		Lire sur la Vague	15 000,00
D	F	65	311	65748		Echecs	200,00
D	F	65	326	65748		OceanPerfs Events	800,00
D	F	65	311	65748		Chromes	3 855,00
D	F	65	311	65748		Théâtre	2 000,00
D	F	65	326	65748		Ocean Life	7 200,00
D	F	65	213	65748		Collège Saint-Joseph	280,00
D	F	65	311	65748		Transform SLB	500,00
D	F	65	213	65748		Coopérative de Soorts	2 640,00
D	F	65	326	65748		Assos sportives J.Rostand (excellence surf)	200,00
D	F	65	633	65748		Office de Tourisme (Licenciement)	67 000,00
D	F	65	01	6541		Créances admises en non-valeur	5 282,25
D	F	67	020	673		Titres à annuler sur années précédentes	14 053,01
D	F	68	01	6717		Provisions pour risque	10 429,80
D	F	014	01	7391118		Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	15 000,00
D	F	023	01	023		Virement à la section d'investissement	210 424,15
						Dépenses de fonctionnement	404 854,21

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	F	70	62	70323		Redevance d'occupation du domaine public	-16 000,00
R	F	731	01	73111		Fiscalité directe	72 709,00
R	F	74	01	74111		Dotation Globale Forfaitaire	27 969,00
R	F	74	01	741121		Dotation de solidarité	8 104,00
R	F	75	020	75821		Excédent des budgets annexes (Pédebert 2)	268 781,33
R	F	75	020	75888		Autres produits de gestion courante	23 008,63
R	F	78	01	7817		Reprise sur dépréciation des actifs circulants	20 282,25
						Recettes de fonctionnement	404 854,21

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	I	204	512	2041582	PLAN.LU-AP	Sydec Plan Lumière	-408 269,00
D	I	204	512	2041582	9746AP	Sydec Plan Lumière	408 269,00
D	I	20	510	202		Etude chromatique	46 656,00
D	I	21	734	2151	PLUVIAL-AP	Réseaux de voirie (pluvial)	-131 215,32
D	I	21	734	2151	9477AP	Réseaux de voirie (pluvial)	131 215,32
D	I	21	845	2151	VOIRIE-AP	Réseaux de voirie (voirie)	-70 000,00
D	I	21	845	2151	9478AP	Réseaux de voirie (voirie)	70 000,00
D	I	21	71	2128		Autres agencements et aménagements	-855 000,00
D	I	21	71	2128		Canalisation transfert sable lac vers océan	
D	I	21	71	2128		Autres agenc. et aménagts. Plan plage	-16 960,00
D	I	21	71	2128	9479AP	Autres agenc. et aménagts. Plan plage	101 960,00
D	I	21	510	21531		Installations générales agencements bâtiments publics	-50 000,00
D	I	21	510	21538		Autres réseaux	15 000,00
D	I	21	311	21611		Œuvres d'art	-2 600,00
D	I	23	11	2313	9460-AP	Réhabilitation Police	-50 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments	-41 803,85
D	I	23	510	2315	9757-AP	Place des Landais	330 000,00
						Dépenses d'investissement	-522 747,85

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	I	13	510	1321	9457	Subventions - Place des Landais	5 000,00
R	I	13	11	1323	9460	Subventions - Police	1 500,00
R	I	13	71	13251		Subventions - Canalisation transfert sable lac vers océan	-769 500,00
R	I	13	551	1328		Subventions - Réhabilitation logements	6 500,00
R	I	13	020	1328		Subventions - Etude chromatique	23 328,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	210 424,15
						Recettes d'investissement	-522 747,85

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2023 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-006-02 : Décision modificative n°1/2023 budget annexe Casino

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget annexe Casino.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°230317-05-02 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget annexe Casino,

La Décision Modificative (DM) n°1/2023 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 0,00 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	F						
Dépenses de fonctionnement							0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	F						
Recettes de fonctionnement							0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	I	23	632	2313		Travaux divers	-200 000,00
D	I	23	632	2313	9455-AP	Réhabilitation Sporting	200 000,00
Dépenses d'investissement							0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	I						
Recettes d'investissement							0,00

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2023 du budget annexe casino telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-006-03 : Décision modificative n°1/2023 budget annexe Pédebert extension 2

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget annexe Pédebert extension 2 afin de prévoir les écritures de clôture de ce budget à la fin de l'année en ayant préalablement transféré l'excédent de fonctionnement sur le budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°230317-05-04 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget annexe Pédebert extension 2,

La Décision Modificative (DM) n°1/2023 du budget annexe Pédebert extension 2 s'équilibre en section de fonctionnement à 1,90 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	011	510	6015	Terrains à aménager	-40 000,00
D	F	011	510	605	Achat de matériel, équipement et travaux	-228 779,43
D	F	65	510	65822	Reversement excédent au budget principal	268 781,33
Dépenses de fonctionnement						1,90

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	F	75	510	75888	Autres produits divers de gestion courante	1,90
Recettes de fonctionnement						1,90

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	I					
Dépenses d'investissement						0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	I					
Recettes d'investissement						0,00

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,**

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2023 du budget annexe Pédebert extension 2 telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

7. Autorisations de programme et crédits de paiement budget principal et budget casino

Christophe VIGNAUD :

Point suivant, il s'agit des autorisations de programmes et de crédit.

Edouard DUPOUY :

Oui, point n°7, les AP/CP donc sur le budget principal, il y a l'autorisation qui concerne la place des landais qui doit être modifiée, donc en fait on n'augmente pas le budget global, on va juste basculer des crédits qui étaient prévus initialement sur 2024.

On va les faire glisser sur 2023, 330 000€ donc pas de modification de l'autorisation en elle-même et sur l'autorisation du poste de police on va la réduire de 50 000€.

Enfin un dernier point on va créer une AP/CP pour le plan-plage d'un montant de 250 000€, dans un premier temps elle couvre uniquement la maîtrise d'œuvre et une petite amorce pour de futurs travaux, et lors des prochaines échéances budgétaires il faudra définir les travaux envisagés, leur calendrier... donc ça, on verra au moment du R.O.B en fin d'année.

Sur le budget casino, il est nécessaire d'apporter des modifications à l'autorisation pour la réhabilitation du Sporting et donc on va transférer des crédits budgétaires qui étaient initialement prévus sur 2024, on les fait glisser sur 2023 à hauteur de 200 000€, et là encore, pas de modification sur l'autorisation en elle-même.

Est ce qu'il y a des questions là-dessus ?

Christophe VIGNAUD :

Non, très bien on va passer au vote. Et après le vote, je vous ferai passer les pages de signatures pour l'ensemble de tout ce qui a été expliqué. Donc, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Parfait, très bien merci Edouard (DUPOUY).

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-007-01 : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement – décision modificative n°1/2023 du budget principal

VU les articles L. 2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la Commission des finances qui s'est réunie le 28 août 2023,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°1 de 2023 du budget principal.

Les autorisations concernées par les modifications sont :

- AP19.002 : Place des Landais

Il convient alors de faire glisser 330 000 € des crédits de paiement 2024 à 2023.

AP19.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	TOTAL CP
BP 2023	4 680 978,34	852,12	37 597,80	80 877,54	526 035,88	3 635 000,00	400 615,00	4 680 978,34
	+/-					330 000,00	-330 000,00	0,00
DM1 2023	4 680 978,34	852,12	37 597,80	80 877,54	526 035,88	3 965 000,00	70 615,00	4 680 978,34

- AP21.001 : Poste de Police

Il convient de réduire les crédits de paiement 2023 de 50 000 €.

AP21.001	AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023	TOTAL CP
BP 2023	1 199 827,36	31 569,80	428 257,56	740 000,00	1 199 827,36
	+/-	-50 000,00		-50 000,00	-50 000,00
DM1 2023	1 149 827,36	31 569,80	428 257,56	690 000,00	1 149 827,36

- AP23.002 : Plan Plage

Il convient de créer une nouvelle APCP pour le Plan plage.

AP23.002	AP	CP 2023	CP 2024	TOTAL CP
	+/-	250 000,00	101 960,00	250 000,00
DM1 2023	250 000,00	101 960,00	148 040,00	250 000,00

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,**

APPROUVE les modifications apportées aux autorisations de programme et aux crédits de paiement relatifs à la Place des Landais et au Poste de police.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-007-02 : Autorisations de paiement et crédits de paiement – décision modificative n°1/2023 du budget annexe Casino

VU les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la Commission des finances qui s'est réunie le 28 août 2023, Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant d'une APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°1 de 2023 du budget annexe Casino.

L'autorisation concernée par la modification est :

- AP19.002 : Réhabilitation Sporting-Casino

Il convient alors de faire glisser 200 000 € des crédits de paiement 2024 à 2023.

AP19.002	AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024
BP 2023	8 276 981,80	106 362,04	44 872,39	52 447,37	205 300,00	1 633 333,00
+/-					200 000,00	-200 000,00
DM1 2023	8 276 981,80	106 362,04	44 872,39	52 447,37	405 300,00	1 433 333,00

CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	TOTAL CP
1 466 667,00	2 237 626,00	2 040 106,00	490 268,00	8 276 981,80
				0,00
1 466 667,00	2 237 626,00	2 040 106,00	490 268,00	8 276 981,80

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE les modifications apportées à l'autorisation de programme et aux crédits de paiement relatifs à la Réhabilitation du Sporting-Casino.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

URBANISME

8. Dépôt d'un permis de construire pour l'extension du poste de secours de la plage Sud

Christophe VIGNAUD :

Passons à l'urbanisme, avec le dépôt d'un permis de construire pour l'extension du poste de secours à la plage sud, vous savez qu'à la plage sud on a besoin d'espace sur ce site principalement pour ranger tout ce qui est quads, tiralos et autres matériels... Comme vous le savez, le poste à la Sud reste ouvert d'avril jusqu'à octobre, avec une grosse fréquentation sur cette plage, et une grosse activité.

Maëlle (DUBOSC-PAYSAN), tu peux nous expliquer tout cela s'il te plaît.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Merci, alors tout ou presque vient d'être dit. Effectivement nos maîtres-nageurs sauveteurs ont besoin de plus de place pour stocker le matériel nécessaire à leur activité, donc il est nécessaire d'agrandir le poste concerné d'environ 45 m² et nous devons autoriser monsieur le Maire à déposer ce permis.

Christophe VIGNAUD :

Vous avez des questions ? Bien. Est-ce qu'on on passe au vote ?

Intervention inaudible à 54.12 minutes de la captation.

Qu'est-ce qu'il y a ?

Non, pas d'humour sur ce côté-là, je sais ce que tu penses ! Oui, je sais j'avais compris. Donc on va passer au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je peux ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, je t'en prie.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je tenais à avoir quelques mots concernant le départ de notre responsable du service urbanisme, je pense que ses compétences professionnelles reconnues de tous manqueront grandement à la commune, elle m'a accompagné quotidiennement dans la délicate mission de protection de notre patrimoine, tant promise il y a 3 ans.

Elle a été également, puisque son nom a été malencontreusement oublié en début de conseil, l'un des principaux artisans dans le suivi de chantier de la place des Landais, je tiens également à saluer sa délicatesse lorsqu'elle emploie la formule consacrée de « raisons personnelles » pour justifier sa demande de mise à disposition, je regrette sincèrement ce départ et surtout les raisons qui l'animent.

Néanmoins, je lui souhaite bonne chance pour ses futures activités. Merci.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-008 : Dépôt d'un permis de construire pour l'extension du poste de secours de la plage Sud

Madame la Première Adjointe précise que les maîtres-nageurs sauveteurs sont confrontés à un problème d'espace pour sécuriser à l'intérieur du bâtiment existant l'ensemble du matériel nécessaire à leurs missions.

Il est proposé d'agrandir le poste de secours jusqu'à la passerelle en bois (environ 45 m²).

Les grands principes de ce projet ont été présentés et validés en Commission Générale du 12 septembre 2023.

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer un permis de construire pour l'extension du poste de secours de la plage Sud.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

9. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Sporting-Casino

Christophe VIGNAUD :

Donc, on va passer au point suivant, les délégations de service public, donc comme chaque année, on reçoit nos délégataires pour un retour sur leurs activités et un commentaire sur leurs chiffres de l'année.

Je vais donc vous faire un bref retour sur chacune d'entre elles, il n'y a pas de vote, c'est juste une information et si vous avez des questions, on essaiera d'y répondre.

Cela étant, tout ce qui va être abordé a été vu pendant la commission DSP, donc à laquelle pas mal de personnes autour de la table y participent. Et par conséquent qui ont écouté et entendu ce qui a été dit concernant la présentation de ces rapports.

Concernant l'actualité du délégataire du Sporting casino, on prend acte de ce rapport, le casino cette année a eu une meilleure année que celle qui a été faite précédemment.

1.6 M€ contre 1.1M€, la fréquentation des lieux reste toujours étonnante et élevée.

Etonnante car dès 11h00 du matin, les joueurs affluent et de plus en plus de personnes qui reviennent au casino. La pandémie avait fait une petite parenthèse, comme beaucoup, mais elle n'a pas trop affecté leur chiffre d'affaires.

Et aujourd'hui, le délégataire est sur une bonne moyenne de fréquentation, son chiffre est fait essentiellement au travers des machines à sous et le PMU pour 1.4M € net.

Et le reste, entre le restaurant, le bar, la piscine et quelques produits divers, par ailleurs ils ont rempli aussi toutes les obligations de la délégation de service public en organisant des animations comme la sélection de The Voice, des concerts avec nos associations musicales, quelques mariages, le salon du tatouage...

Espérons maintenant que la suite sera meilleure et que nos investissements sur l'espace du Sporting pour les années à venir sera un moyen supplémentaire de faire du chiffre pour leurs activités.

On reste persuadé que cet espace, qu'est le Sporting casino a un fort potentiel et une forte attractivité pour notre commune. Voilà, c'était la première présentation est-ce que vous avez des remarques ou des questions ? Non.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-009 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le Sporting-Casino

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Il précise que délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation des services publics le 28 août 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Casino municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor signée le 1^{er} novembre 2013, délégataire retenu par délibération en date du 26 juin 2013.

CONSIDÉRANT que la société a remis à la Commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

10. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Tennis

Christophe VIGNAUD :

Alors, je passe à la 2^{ème} présentation de rapport qui est celle de la DSP du tennis qui a été signée en 2018 pour 12 ans, donc jusqu'à 2030.

Un bref récapitulatif de l'exploitation du stade, des adhésions qui sont à peu près identiques pour les adultes, légère baisse par les adhésions des enfants avec 17 adhésions contre 29 sur les années précédentes.

Néanmoins, une très belle fréquentation en école de tennis, on passe de 45 enfants contre 32 et une augmentation pour les leçons et plus ou moins égal sur les stages et 2% donc plus sur les locations.

Ce qui prouve que notre stade et nos cours de tennis ont une vraie attractivité, parallèlement à cela il y a de très bons résultats sportifs, donc c'est toujours intéressant d'avoir au sein d'un club des équipes qui marchent.

Il reste encore un chemin important à faire puisqu'il y a une ambiance de club qui est en train de se créer, ils font des soirées, les retransmissions des matchs de rugby, des soirées à thème...

Donc ils essaient de créer un noyau comme ça l'était dans le passé, ça s'est traduit par une progression du chiffre d'affaires de 460 000€ contre 384 000€ l'année dernière, ce qui est aussi important et je pense que c'est intéressant intellectuellement de le savoir. C'est-à-dire que sur le chiffre d'affaires qui a été annoncé, il n'y a que 100 000€ qui sont consacrés au padel, donc même si la fréquentation est importante cela ne représente que 100 000€. Ce qui est aussi normal compte tenu du fait que c'est à l'extérieur et que quand il pleut on ne peut pas jouer. Heureusement il y a les lumières et l'été ça joue plus longtemps.

Donc le club a besoin à mon avis, de retrouver un noyau important pour que les membres se mélangent et je pense que le padel, le tennis loisirs et le tennis compétition vont permettre d'y arriver.

Vous avez des remarques ou des questions ? Non.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-010 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe tennistique

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 5 septembre 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du tennis municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la SARL Odyssey Sports signée le 20 juin 2018, délégataire retenu par délibération en date du 14 juin 2018,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

*Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

11. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Trinquet

Christophe VIGNAUD :

Je passe à la 3^{ème} présentation, avec la DSP du Trinquet.

Donc vous savez que pour le trinquet, c'est leur première présentation de rapport, puisqu'ils ont pris possession des lieux en juin 2022, ils ont fait d'importants travaux, ils ont investi près de 180 000€, avec un espace qui est remarquable, enfin « remarquable » entre guillemets, mais qui est en tout cas intéressant pour le lieu.

Et il y a une vraie offre complémentaire pour la commune et pour le bourg de Soorts, en terme sportif il y a de très bonnes relations avec l'ASH Pelote, la commune vient apporter des relations entre le trinquet et l'ASH pelote, qui profite des installations et remet une vie de club. En parallèle, il y a un restaurant avec une très belle offre le midi et le soir, avec des menus à des prix raisonnables.

Ce qui est important pour le bourg de Soorts, et je pense qu'à travers ce lieu, nous avons un vrai un lieu de vie et de rencontres.

Ils ont fait un petit chiffre, avec 262 000€ sur 6 mois d'activité, bien entendu avec une perte d'exploitation compte tenu de l'investissement. Mais je pense que nous avons bon espoir de retrouver quelque chose qui sera sur les années à venir, quelque chose de stable, en tout cas de pérenne.

Nous avons un contrat de 7 ans avec eux, c'était le temps nécessaire pour les investissements. Est-ce que vous avez des questions sur le sujet ? Non.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-011 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe du Trinquet

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION pour la période du 17 mai 2022 au 31 décembre 2022.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 5 septembre 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la société Pelote Passion « le Trinquet » signé le 17 mai 2022, délégataire retenu par délibération en date du 29 avril 2022,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION pour la période du 17 mai 2022 au 31 décembre 2022, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

12. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le mini-golf

Christophe VIGNAUD :

Passons à la dernière présentation, celle du minigolf.

Alors, ça va être très court parce que dans ce cas de figure et on en parlera plus tard mais le mini-golf n'a pas trouvé son public et il trouve son public que l'été, ce qui est relativement dommage.

Et d'année en année ils perd de l'argent, il a beaucoup investi et bon, il n'a pas perdu beaucoup d'argent, il a perdu 264€ cette année, l'année dernière il avait perdu 6€, mais il a énormément investi là-dessus et je pense qu'il est arrivé en bout de course.

La fréquentation est trop faible au regard des investissements donc il n'y a pas grand-chose à ajouter sur cette DSP.

Ce qui a été convenu et on le verra après, on devra le voter sur une prochaine délibération, en commission finances et en commission DSP à sa demande, il a été convenu d'arrêter cette DSP.

Il ne souhaite pas poursuivre pour la dernière année et nous devons acter le fait qu'il n'y aura plus de mini-golf au casino.

Baudouin MERLET :

Et sans lui verser une prime.

Christophe VIGNAUD :

Non. Heureusement que tu surveilles les comptes de la mairie Baudouin (MERLET).

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-012 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le mini-golf

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf établi par la SAS Grasshopper Putting Garden pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 5 septembre 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec SAS Grasshopper Putting Garden signé le 31 décembre 2018, délégataire retenu par délibération en date du 23 novembre 2018,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf établi par la SAS Grasshopper Putting Garden pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

13. Modification des tarifs de cotisation pour l'adhésion à l'école de Golf d'Hossegor

Christophe VIGNAUD :

Donc voilà, le point numéro 13. Il s'agit de la modification des tarifs de cotisation pour l'adhésion à de l'école de golf d'Hossegor.

Vous le savez, la gestion du golf est faite via un contrat de DSP et donc nous devons, pour chaque modification, en tout cas pour ce qui est des modifications concernant les tarifs, nous devons valider cela en conseil municipal. L'association du golf, souhaite faire évoluer ce tarif de cotisation de 185€ TTC, sachant qu'en préalable cette cotisation était de 170€ TTC.

Ils souhaitent inclure une partie de la licence, juste une petite comparaison par rapport aux autres golfs, ce qui est aussi important, pour être dans les clous. Nous sommes réellement un des moins chers de toute la région, au niveau des écoles de golf, par exemple Biarritz pour les débutants et les confirmés ainsi que les compétitions entre 340 et 780€, Chiberta entre 190€ et 300€, Seignosse à 290€ et Mont de Marsan à 250€.

Sachant qu'ils ont des cours jusqu'à fin juin avec des professeurs, ils ont une tenue... Il y a beaucoup de choses qui sont prises en compte dans ces 185€.

Le but de cette délibération, c'est de vous faire valider cette augmentation de 15€. Est-ce que vous avez des remarques ou des questions ?

Baudouin MERLET :

Oui des questions, ils la justifient par quoi sa demande ?

Christophe VIGNAUD :

Je viens te l'expliquer sur une augmentation.

Baudouin MERLET :

Oui mais pourquoi ? C'est une question de finances ?

Christophe VIGNAUD :

Non, ce n'est pas une question de finances, c'est à dire qu'ils souhaitent qu'une partie de la licence soit prise en compte aussi par les enfants et non pas que par le club. Parce qu'aujourd'hui ils veulent l'intégrer à l'intérieur.

Alors ils auraient pu...

Baudouin MERLET :

Parce que je prêche contre ma paroisse en tant que membre, mais elle me dit pas pourquoi elle est taxée ? Si c'est un besoin financier ?

Christophe VIGNAUD :

Non, ce n'est pas un besoin financier, tu le sais très bien en plus.

Baudouin MERLET :

Ah je peux me l'inventer quand même !

Christophe VIGNAUD :

Non.

Baudouin MERLET :

Ils ont la trésorerie ça je le sais. Mais pourquoi taxer des jeunes et pas taxer les membres du club, et je prêche contre ma paroisse.

Christophe VIGNAUD :

Puisque c'est lié à l'école de golf, ils ne vont pas taxer les adhérents. Vous avez déjà eu une augmentation substantielle souviens toi.

Baudouin MERLET :

Je ne m'en suis pas aperçu !

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous avez d'autres questions ? Non, alors on va passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-013 : Approbation des tarifs du golf d'Hossegor

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit approuver les modifications de tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

CONSIDÉRANT l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor ;

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- M. Jean BELLOCQ,
- M. Henri ARBEILLE,
- M. Baudouin MERLET,

Après en avoir délibéré,

Avec 20 voix pour

1 voix contre (E. DUPOUY)

3 non-votants (J. BELLOCQ/ H. ARBEILLE/ B. MERLET)

Le Conseil Municipal,

AUTORISE « l'Association Golf Club d'Hossegor » à modifier, à compter du 1^{er} octobre 2023, les tarifs :

- Cotisation à l'école de Golf :
 - 185 € TTC au lieu de 170 € TTC ;

Cette augmentation inclut la licence obligatoire de 21€ ou 25€ selon l'âge du licencié.

PRÉCISE que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

MARCHES PUBLICS

14. Présentation du choix du candidat pour la gestion du Casino

Christophe VIGNAUD :

Ensuite, les marchés publics, avec la présentation du choix du candidat pour la gestion du casino. Donc comme vous le savez la DSP du casino s'arrête en février 2024, puisqu'on avait une prolongation et nous devons relancer la procédure par rapport à cela.

Il avait été décidé par la commission DSP de la reconduire pour une période de 4 ans, il s'agit de la période qui couvre plus ou moins les travaux que nous allons engager au Sporting Casino.

Une seule candidature a été déposée et la commission de délégation de service public donc s'est réunie successivement le 29 juin, le 13 juillet, puis le 28 août dernier afin d'analyser les compétences du candidat et l'offre proposée.

Ce sont ces mêmes délégataires qui sont en place aujourd'hui, et je vous demande de m'autoriser à signer le contrat afférent à cette DSP pour une durée de 4 ans. Y a-t-il des questions ? Non.

Passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-014 : Choix du candidat pour l'exploitation et la gestion du casino de Soorts-Hossegor

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 1120-1 et suivants et L. 3100-1 et suivants,

Vu la délibération en date du 28 avril 2023 décidant notamment du principe de lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion du Casino de Soorts-Hossegor pour une durée de 4 ans et autorisant Monsieur le Maire à accomplir les formalités nécessaires à la sélection du délégataire,

Vu la consultation qui s'est déroulée comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « Landespublic » le 9 mai 2023 ; l'avis de publicité a été mis en ligne sur le site internet de la Commune le 9 mai 2023, sur le journal des casinos le 19 mai 2023, publié au JOUE le 19 mai 2023, et sur le BOAMP le 13 mai 2023,

Vu le registre des dépôts clos le 20 juin 2023 à 11h00 comportant la candidature et l'offre suivante :

SPORTING CASINO HOSSEGOR

119 avenue Maurice Martin

40150 SOORTS-HOSSEGOR

Vu le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 29 juin 2023 analysant la candidature et dressant la liste des candidats admis à présenter une offre,

Vu le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 13 juillet 2023 analysant l'offre et autorisant Monsieur le Maire à négocier avec le candidat,

Vu l'offre finale présentée par le candidat,

Vu le rapport de Monsieur le Maire établi en application des dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, exposant, notamment, le déroulement de la procédure, l'analyse de la proposition du candidat admis à présenter une offre, les motifs du choix de l'attributaire auquel il a procédé et l'économie générale du contrat, transmis aux élus municipaux le 6 septembre 2023,

Vu le projet de contrat de concession portant délégation de service public et ses annexes,

Commenté [HG1]: Disposez-vous d'un registre des dépôts ?

Dans le cas contraire, vous pouvez vous contenter de viser les candidatures et les offres.

Commenté [ED2R1]:

Commenté [HG3]: Les offres finales ont-elles été formalisées ?

Considérant qu'il revient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de concession portant délégation de service public et ses annexes,

Considérant qu'au terme des négociations, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir l'offre de la société d'Exploitation du Sporting Casino Hossegor, représentée par Madame PIMARD, Directrice Générale Déléguée, dans la mesure où il s'agit de la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité concédante sur la base des critères objectifs, précis et liés à l'objet du contrat de concession et à ses conditions d'exécution, qui ont été définis dans le Règlement de Consultation,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le choix de la société d'Exploitation du Sporting Casino Hossegor en qualité de concessionnaire de la délégation de service public pour la gestion du casino de Soorts-Hossegor.

APPROUVE le contrat de concession portant délégation de service public pour la gestion du casino de Soorts-Hossegor et ses annexes.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat de concession portant délégation de service public pour la gestion du casino de la Commune de Soorts-Hossegor à compter du 1^{er} mars 2023 et pour une durée de quatre (4) ans.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

15. Contrat de bail pour la gestion en délégation de service public du Casino

Christophe VIGNAUD :

Ensuite, le contrat de bail pour la gestion en délégation du service public pour le casino, donc c'est toujours en lien avec le point précédent. On est donc rentré en négociation avec eux lorsque que nous les avons rencontrés à plusieurs reprises, et nous sommes arrivés à conclure un loyer de 90 000€ annuel et donc je vous demande, de m'autoriser à signer ce nouveau contrat de bail pour la durée des 4 ans.

Il y a des questions ? Sachant que pour votre information que le périmètre sera plus petit que celui qu'ils avaient auparavant parce qu'on leur enlève la piscine, et le restaurant.

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-015 : Délégation de service public – Contrat de bail – Sporting-Casino

Monsieur le Maire rappelle que la durée de la délégation de service public pour l'exploitation du casino municipal est fixée à compter du 1^{er} mars 2024 et pour une durée de 4 ans ; il semble opportun de fixer l'échéance du contrat de bail sur la même période.

Le délégataire devra s'acquitter d'un loyer de 90 000 € TTC annuel ; une part forfaitaire de ce loyer fixée à 50 000 € sera indexée chaque année en fonction du coût de la construction publié trimestriellement par l'INSEE.

VU la délibération en date du 22 septembre 2023 approuvant le choix de la société Sporting Casino Hossegor pour l'exploitation du service public du Casino municipal,

VU l'arrêté du 14 mai 2007, et notamment son article 3 précisant que « lorsque l'immeuble où fonctionne le casino appartient à la commune, le bail intervenu entre la municipalité et l'exploitant doit être distinct du cahier des charges. La durée du cahier des charges ne peut excéder 20 ans »,

CONSIDERANT que le bâtiment où est exploité le casino municipal est un bâtiment appartenant à la Ville de Soorts-Hossegor et qu'il doit en conséquence être établi un contrat de bail avec l'exploitant,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal

APPROUVE les termes du contrat de bail à intervenir entre la société Sporting Casino Hossegor et la Commune de Soorts-Hossegor (contrat joint en annexe à la présente délibération).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de bail et toutes les pièces y afférentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

16. Avenant à la délégation du service public pour la gestion du mini-golf

Christophe VIGNAUD :

Merci, point suivant c'est un avenant à la délégation du service public pour la gestion du mini-golf.

C'est ce que je vous ai expliqué auparavant, et dans la note de synthèse que vous avez reçue, le délégataire souhaite mettre fin à cette DSP et donc ce soir on prend acte et donc vous devez juste m'autoriser à signer cet avenant indiquant le terme de notre accord avec lui, suivant sa demande. Des questions ?

André JAKUBIEC :

Oui, est-ce qu'il va remettre en état le site ? Il va enlever les installations ?

Christophe VIGNAUD :

Alors, c'est une très bonne question, parce qu'en fait il enlève tout, il souhaite entre guillemets « se refaire un peu la cerise », en vendant tout son matériel, et cet espace nous allons l'utiliser comme espace de stockage pour le matériel nécessaire pour les travaux du casino.

Passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-016 : Avenant à la délégation de service public pour la gestion du Mini-Golf

Par délibération en date du 23 novembre 2018, la Collectivité a décidé de désigner la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN pour la délégation de service public d'exploitation du mini-golf dans l'enceinte du Sporting-Casino, à compter du 1^{er} janvier 2019 pour une durée de six années.

Monsieur le Maire informe que le gérant actuel, Monsieur Toby MORGAN, souhaite arrêter l'activité et l'exploitation du mini-golf, celle-ci n'étant pas assez rentable.

Monsieur le Maire précise que la commission de délégation des services publics, réunie le 5 septembre 2023, a accueilli favorablement cette demande, car cette évolution permettra d'intégrer cet espace aujourd'hui peu utilisé dans le projet de réhabilitation du Sporting-Casino.

Il indique que le montant du contrat de concession initial étant estimé à 450 000€ HT ; le fait de résilier par anticipation la délégation représente une moins-value pour la commune de 15 000 HT, soit 3,33% par rapport à l'estimation initiale du contrat de délégation de service public. Cette résiliation ne modifiera donc que très substantiellement le contrat en cours.

Le Conseil Municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant qui permettra de mettre un terme à la convention signée avec la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN, représentée par Monsieur TOBY Morgan, dans le cadre de la délégation de service public en cours, soit une fin au 31 décembre 2023.

VU l'article L. 1411-6 du Code Général des collectivités territoriales,

VU les articles R. 3135-8 et L.3135-1 du code de la commande publique,

VU la délibération en date du 23 novembre 2018 décidant de retenir la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN en tant que délégataire pour l'exploitation du service public du mini-golf,

VU la délibération en date du 23 novembre 2018 autorisant le maire à signer le contrat de bail entre le délégataire (société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN) et la Commune,

VU le contrat de délégation de services publics et le contrat de bail afférent passés entre la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN et la Commune de Soorts-Hossegor,

CONSIDÉRANT que le gérant, Monsieur Toby MORGAN, souhaite mettre un terme à son activité à la fin de l'année 2023 et de ce fait, mettre fin à la délégation de service public qui le lie avec la commune dans la gestion du mini-golf une année avant la date initialement prévue au contrat ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant considéré à la délégation de service public pour la gestion du Mini-Golf, ainsi que tout document s'y rapportant pour son exécution.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DECISIONS DU MAIRE :

Christophe VIGNAUD :

Très bien, merci. Ensuite ce sont les décisions du Maire, il y en a pas mal, j'ai tout expliqué en commission générale, alors si vous voulez je peux vous les réexpliquer.

Et si vous avez des questions par rapport à cela, je veux bien y répondre mais je ne vais pas les reprendre une à une c'est très long.

Et c'est simplement pour information. Est-ce que vous avez des questions sur l'ensemble des différentes décisions du Maire, sur les affaires générales et sur les marchés publics ?

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Juste que je ne me souviens plus quel était le don à la commune de la part d'un particulier ? On l'a évoqué mais...

Christophe VIGNAUD :

C'est votre voisin !

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Ah oui, pardon je ne me souvenais plus, c'était ton don André (JAKUBIEC).

Christophe VIGNAUD :

Oui c'est une vieille histoire, mais pour tout vous dire, j'ai signé le bon à la trésorerie il y a une semaine, donc on ne l'a pas absorbé mais ça a été prélevé donc la trésorerie va beaucoup plus vite.

c) Affaires Générales :

- Modification n°1 de la régie d'avances et recettes Evènementiel Soorts-Hossegor
- Fixation des tarifs de vente d'objets promotionnels (goodies)
- Tarifs d'occupation du domaine public
- Mise à disposition d'un logement communal pendant la saison estivale
- Choix d'un bureau d'étude pour une mission de coordination et la mise en place d'un système de sécurité incendie dans le cadre de la restructuration complète du Sporting-Casino
- Principe de vente aux enchères de planches de surf créées dans le cadre du centenaire pour soutenir un projet d'échange pédagogique entre les enfants des écoles de Soorts-Hossegor et de Taïarapu-Ouest
- Acceptation d'un don à la commune de la part d'un particulier
- Défense des intérêts de la commune
- Création d'une régie pour les frais de représentations.

d) Marchés publics :

- Marché public de réhabilitation et création de sanitaires publics – nouvelle attribution Lot-1 Curage et Démolition
- Avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du secteur des landais.

Décision du maire 03/07/2023

Objet : Modification n°1 de la régie d'avances et recettes Evènementiel Soorts-Hossegor

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n°210507-14 du conseil municipal en date du 07/05/2021 autorisant le maire à créer (modifier ou supprimer) des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision du maire n°2023_01_012 en date du 17/02/2023 créant la régie d'avances et recettes évènementiel (n°73816) ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 03/07/2023 ;

DECIDE

De modifier l'article 7 comme suit :

ARTICLE 7

Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire
- Carte bancaire
- Paiement par internet
- Virement bancaire
- Mandat postal
- Prélèvement

ARTICLE 15

Le maire de Soorts-Hossegor et le comptable public assignataire de Saint Vincent de Tyrosse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 16

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Les autres articles de la décision du 17/02/2023 restent inchangés.

Fait à Soorts-Hossegor, le 4 juillet 2023

Pour avis conforme,

Le Comptable public assignataire
Pascale Rivière,

Le Maire,
Christophe Vignaud



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 7 juillet 2023

Objet : Fixation des tarifs de vente d'objets promotionnels (goodies)

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 17 juillet 2020 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite de 2 500€, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées. »,

Considérant que la municipalité souhaite vendre des objets promotionnels (goodies) à l'effigie du centenaire de la station balnéaire,

DÉCIDE

Article 1 :

Les tarifs applicables à la vente d'objets publicitaires (goodies) dans le cadre de la régie d'avance et de recettes « évènementiel » sont les suivants :

Désignation des goodies	Prix unitaire (en euros TTC)
Bloc note Centenaire	5€
Tote bag Centenaire	5€
Jeu de cartes Centenaire	8€
Affiche Histoires d'utopistes	2€
Billet du Centenaire	2€

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

N°2023_01_032



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 17 juillet 2023

Objet : Tarifs d'occupation du domaine public

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite de 2 500 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées »,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

Considérant qu'il convient de modifier certains tarifs d'occupation du domaine public,

DÉCIDE

Article 1 : De fixer les tarifs suivants :

DOMAINE PUBLIC LACUSTRE	% augm°	1 à 150 m²	au-delà de 150 m²	Minimum
Tarif 2022		7,36 €	3,71 €	71,81 €
Tarif 2023	2%	7,51 €	3,78 €	73,25 €

DOMAINE PUBLIC LACUSTRE		Surface (m²)	1 à 150 m²	au-delà de 150 m²	TOTAL
Réf. Cad.	Noms		7,51 €	3,78 €	73,25 €
AA 073	DUPLA Josette	9,48	71,19 €	0,00 €	73,25 €
AA 070	BOSON Arnaud	21,00	157,71 €	0,00 €	157,71 €
AA 069	MAGNES Michel-Albert	25,00	187,75 €	0,00 €	187,75 €
AA 066	SNC FINANCIERE IMMOBILIERE GIRONDINE	26,00	195,26 €	0,00 €	195,26 €
AA 065	PRIMEROSE SARL	34,00	255,34 €	0,00 €	255,34 €
AA 061	YOUNG Monique	3,60	27,04 €	0,00 €	73,25 €
AA 58	DRYVERS Jeanine	3,50	26,29 €	0,00 €	73,25 €
AB 113	VIVES Marie-Thérèse	59,00	443,09 €	0,00 €	443,09 €
AB 112	DARBO Gérard	42,00	315,42 €	0,00 €	315,42 €

DOMAINE PUBLIC LACUSTRE		Surface (m²)	1 à 150 m²	au-delà de 150 m²	TOTAL
Réf. Cad.	Noms		7,51 €	3,78 €	73,25 €
AC 199	BELIN Marc	469,00	1 126,50 €	1 205,82 €	2 332,32 €
AC 196	PINGEOT François	13,00	97,63 €	0,00 €	97,63 €
AE 135	SOUBESTRE Olivier	11,00	82,61 €	0,00 €	82,61 €
AE 136	POELS DOMINIQUE	528,00	1 126,50 €	1 428,84 €	2 555,34 €
BN 130	POITE Michèle	150,00	1 126,50 €	0,00 €	1 126,50 €
BN 125	DUPIN Xavier et Valérie	75,00	563,25 €	0,00 €	563,25 €
BN 14	GAJAC Patrick	2,00	15,02 €	0,00 €	73,25 €
BN 14	BEYRIE Jean-Paul	3,00	22,53 €	0,00 €	73,25 €
BN 14	LAUILHE Jean-Paul	3,00	22,53 €	0,00 €	73,25 €
BN 14	EMONET DENAND Anne	3,00	22,53 €	0,00 €	73,25 €
BN 14	MAILLET DE SANTIS Philippe	22,00	165,22 €	0,00 €	165,22 €

DOMAINE PUBLIC COMMUNAL		Année	m²	% augm° 2%	TOTAL
AK 105	MANAS Henri	2022	160,00	7,47 €	1 195,20 €
		2023		7,62 €	1 219,20 €
AT 68.71. 72. 73	OLIVIER SARL	2022	7430,00	0,1900 €	1 411,70 €
		2023		0,1938 €	1 439,93 €

Article 2 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 : que la présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe Vignaud



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 17 juillet 2023

Objet : Location par convention d'occupation précaire – 201 Avenue Maurice martin – 40150 SOORTS-HOSSEGOR – Maîtres-Nageurs Sauveteurs– Saison 2023

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 5 en matière de révision et de louage de choses,

Considérant la nécessité de loger nos agents Maitres-Nageurs Sauveteurs proches de leur lieu de travail durant le mois de juillet et aout 2023 pour la réactivité d'intervention.

Considérant la demande des maitres-nageurs sauveteurs de louer le logement T3, situé **201 Avenue Maurice Martin – 40 150 SOORTS-HOSSEGOR.**

Considérant que le logement situé **201 Avenue Maurice Martin** est vacant,

DÉCIDE

Article 1^{er} :

D'attribuer le logement T3 meublé, situé **201 avenue Maurice Martin aux dates et conditions énoncées ci-après :**

***du 17 juillet 2023 au 25 juillet 2023, à Monsieur Kevin ANTUNES, pour un montant de 30€, charges comprises, pour la durée précisée.**

***du 26 juillet 2023 au 16 aout 2023 à Monsieur Guillaume MAZAU, à titre gracieux, le preneur payant déjà un loyer pour mois entier au studio Pignada pour la durée précisée.**

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

Décision du maire du 3 aout 2023

Objet : Choix d'un bureau d'étude pour une mission de coordination et la mise en place d'un système de sécurité incendie dans le cadre de la restructuration complète du Sporting-Casino

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Considérant que les élus ont lancé une opération de restructuration du Sporting-Casino dont les travaux devraient débuter en octobre 2023.

Considérant la nécessité de sécuriser le bâtiment

Considérant le souhait des élus d'être accompagnés pour choisir les services les plus adaptés pour l'installation d'un système de sécurité incendie dans ce bâtiment qui va être totalement rénové

Considérant que l'offre de la société SIEL est celle qui correspond le mieux aux attentes des élus.

DÉCIDE

Article 1 : De confier cette mission à la société SIEL pour un montant de 8 560 € HT

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de devis sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,
Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 3 aout 2023

Objet : Principe de vente aux enchères de planches de surf créées dans le cadre du centenaire pour soutenir un projet d'échange pédagogique entre les enfants des écoles de Soorts-Hossegor et de Taiarapu-Ouest

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article L.2211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, l'autorisant à décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 €.

Vu la liste des biens annexée à la présente délibération.

Considérant que, la commune de Soorts-Hossegor est propriétaire de biens mobiliers, en l'espèce de planches de surf décorées par des artistes, faisant partie du domaine mobilier privé de la commune réalisée dans le cadre du centenaire de la station

Considérant que, chaque aliénation n'excèdera pas les 4.600 €.

Considérant que, la commune de Soorts-Hossegor souhaite utiliser une partie des recettes de ces ventes pour réaliser un projet pédagogique entre les enfants des écoles de Soorts-Hossegor et de Taiarapu-Ouest dans le cadre du jumelage des 2 communes

Considérant que, la commune de Soorts-Hossegor souhaite procéder à la vente de ces planches de surf par le biais d'une vente aux enchères qui sera assurée gratuitement par la société Côte Basque enchères de Saint Jean de Luz,

DÉCIDE

Article 1 : de soumettre à la vente par voie de courtage d'enchères physiques et en ligne la liste des biens figurant dans la liste ci-jointe, au prix minimum proposé,

Article 2 : de conclure la vente de chaque bien au prix de la meilleure enchère, et à signer les actes correspondants,

Article 3 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,
Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 3 aout 2023

Objet : Acceptation de don

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article 200 du Code général des impôts,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.2122-22,

Vu la délibération n°210507-14 relative aux délégations consenties au Maire en date du 7 mai 2021

Vu le point n°9 de l'article L2122-22 du CGCT déléguant le droit d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,

Considérant le don de 1 000 € de Monsieur André JAKUBIEC pour participer à la rénovation du Sporting Casino

Considérant que la commune est un organisme d'intérêt général

Considérant que le projet de réhabilitation du Sporting Casino, inscrit au titre des monuments historiques, est un projet à la fois social, sportif et culturel et concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique

DÉCIDE

Article 1 :

D'accepter la somme de 1 000 € net de toutes taxes au titre de don de Monsieur André JAKUBIEC.

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la Commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de la prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,
Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 28 aout 2023

Objet : Défense des intérêts de la commune

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 16 « le maire est chargé d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant le juge administratif en 1^{ère} instance, appel et cassation dans les domaines de l'urbanisme et des marchés publics, de se porter partie civile »,

Considérant la requête par la SCI TOUSSAINT MORHARDT visant à l'annulation de l'arrêté municipal de permis de construire délivré le 26 juin 2023 sous le numéro n°PC 4030423D0032

DÉCIDE

Article 1 :

De défendre les intérêts de la commune contre la requête introduite par la SCI TOUSSAINT MORHARDT visant à l'annulation de l'arrêté municipal de permis de construire délivré le 26 juin 2023 sous le numéro n°PC 4030423D0032

Article 2 :

De désigner le cabinet ETCHE Avocats représenté par son gérant Maître Christophe MIRANDA, avocat à la cour, 26 allée Marine Politzer-64200 BIARRITZ pour représenter la commune dans cette instance.

Article 3 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Décision du maire 11/07/2023

Objet : Acte constitutif d'une régie d'avances pour les Frais de Représentation

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

vu la délibération n°210507-14 du conseil municipal en date du 7 mai 2021 autorisant le maire à créer (modifier ou supprimer) des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 25/08/2023,

DECIDE

ARTICLE 1^{er}

Il est institué auprès de la commune de Soorts-Hossegor, une régie d'avances des frais de représentation.

ARTICLE 2

La régie est installée à la Mairie – 18 Avenue de Paris – 40 150 Soorts-Hossegor.

ARTICLE 3

La régie est rattachée au budget principal de la commune de Soorts-Hossegor et fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 4

La régie paie les dépenses liées aux frais de transport, d'hôtellerie, de restauration, de consignes et tous frais annexes.

ARTICLE 5

Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Espèce
- Carte bancaire
- Paiement par internet

- Virement bancaire
- Prélèvement

ARTICLE 6

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la trésorerie de Saint Vincent de Tyrosse, comptable assignataire.

ARTICLE 7

L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 8

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 450 €.

ARTICLE 9

Le régisseur verse auprès du comptable de Saint Vincent de Tyrosse, la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10

Le maire de Soorts-Hossegor et le comptable public assignataire de Saint Vincent de Tyrosse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 11

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor, le 11/07/2023

Pour avis conforme,

Le Comptable public assignataire
Pascale Rivière,

Le Maire,
Christophe Vignaud



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 19 juillet 2023

Objet : marché réhabilitation et création de sanitaires publics – nouvelle attribution Lot 1 Curage et Démolition

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics, conformément à l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la décision du maire en date du 6 septembre 2022 relative aux entreprises retenues pour la réalisation du marché cité en objet,

Considérant que la société AS 33, attributaire du Lot 1 Curage et démolition, n'a pas honoré la totalité des prestations demandées et a mis fin à son intervention en novembre 2022 (fin initialement prévue janvier 2023) ;

Considérant que le maître d'œuvre a relancé à plusieurs reprises la société AS 33 pour connaître les raisons de l'arrêt de la prestation demandée ;

Considérant que le maître d'ouvrage a également sollicité la société AS 33, par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, pour en connaître également les motifs ;

Considérant que les relances du maître d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage sont restées sans réponses de la part de la société AS 33 ;

DÉCIDE

Article 1 :

De remettre en concurrence le Lot 1 – Curage/démolition et de l'attribuer à la société ARROKA pour effectuer les prestations restantes.

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 24 juillet 2023

Objet : Avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du secteur des landais.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics, conformément à l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du conseil municipal n° 210507-08 en date du 7 mai 2021 relative à la désignation du maître d'œuvre du marché cité en objet ;

Considérant que la société EXIT Paysagistes associés a procédé à des modifications du projet, une révision du budget prévisionnel en phase d'étude est nécessaire

DÉCIDE

Article 1 :

D'établir l'avenant suivant :

Montant Initial H.T	Objet de l'avenant	Avenants H.T	Soit une augmentation De
265 056,64€	Reprise du dessin de la terrasse du Dick's	375 €	1 700 € (soit + 0,64%)
	Reprise du dessin de l'escalier du Rockfood	1 500 €	
	Proposition pour la réalisation du muret au droit des propriétés privées pour empêcher l'érosion	750 €	

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Christophe VIGNAUD :

Avant de conclure, n'oubliez pas les prochains rendez-vous qui arrivent dans le cadre du centenaire, le déjeuner en blanc le 23 septembre, donc demain, dès 12h00 au golf.

Une formule conviviale, il fallait s'inscrire à l'office du tourisme et je pense qu'il reste quelques places. C'est un pique-nique avec une tombola, une manière de faire connaître le golf et de découvrir ce lieu emblématique.

Petit clin d'œil par rapport à l'organisation du centenaire, il y aura de la musique, une tombola avec un voyage à gagner d'ailleurs.

Ensuite, nous allons recevoir un festival du surf que vous aviez pu voir sur les réseaux, mais dont on a parlé en commission, réunion et autres. Ce festival commence dès le 23 septembre jusqu'au 1^{er} octobre. Avec les meilleurs surfeurs mondiaux, avec une formule innovante par rapport à Quiksilver, qui aura lieu pour la grande partie de la semaine prochaine jusqu'au 1^{er} octobre et ce week-end à Capbreton, cela débute avec une compétition de jeunes francophones donc des équipes qui parlent français sous l'égide de Boardriders mais aussi de la fédération française de surf.

Vous allez aussi avoir mercredi les opérations bodysurf et de l'inclusion des surfeurs, des animations de skate, des concerts, des signatures d'athlètes dans la ville. Vous avez tout cela qui est expliqué sur les réseaux et Boardriders communique là-dessus.

En même temps la délégation tahitienne qui a souhaité profiter de ce moment, c'est-à-dire de l'événement sportif pour venir, ils vont nous offrir des animations et des ventes de produits locaux.

Ils vont également aller à la crèche, dans les écoles, à l'ehpad. Tout ceci dans le cadre de notre jumelage.

Je vais également vous parler du samedi 30 septembre à 18h00, avec la vente aux enchères des planches de surf, je pense que vous vous en souvenez, nous avons mis en place l'exposition des planches de surf qui avaient été faites par shapers et des artistes locaux, elles avaient été exposées au Sporting Casino puis dans les hôtels de la commune.

Cette vente a pour but de financer un voyage culturel toujours entre les enfants de Taïarapu-Ouest et Soorts-Hossegor.

Cette vente aux enchères sera dirigée par un commissaire-priseur de Saint-Jean-de-Luz mais aussi en en relais sur internet.

Le 2 octobre, le début de la semaine bleue, alors cela ne vous concerne pas tous ! C'est pour les jeunes adultes avec des animations, des rendez-vous qui sont déjà fixés et c'est déjà complet.

Pour finir et toujours dans le cadre du centenaire, le 21 octobre et le 28 octobre il y aura 2 conférences, la première au Rex qui sera sur le patrimoine et l'architecture, l'autre sur l'histoire de notre commune.

Et enfin la grande exposition de fin d'année, qui sera en fait en collaboration avec le musée de Bayonne au Sporting casino.

C'est la dernière exposition qui aura lieu au Casino avant les travaux et on clôturera cette exposition début janvier, ensuite il y aura les vœux et nous attaquerons ensuite les travaux de réhabilitation de ce lieu, qui sera totalement fermé au public. Les travaux devraient commencer vers mai-juin.

Le prochain conseil municipal, le 10 novembre.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

Baudouin MERLET :

Une question diverse, on peut ?

Christophe VIGNAUD :

On ne peut normalement pas prendre en compte une question diverse, mais j'écoute. Oui alors normalement les questions diverses juste pour l'info doivent être envoyées 48h avant le conseil.

Baudouin MERLET :

Ah, bien dans ce cas je la reposerai après-demain.

Christophe VIGNAUD :

Mais enfin, vas-y !

Baudouin MERLET :

Oui, je profite de la présence physique de notre globe-trotteur et ami Edouard (DUPOUY) pour poser une question, qui je crois intéresse tout le monde. Quel est le niveau de la trésorerie aujourd'hui ?

Edouard DUPOUY :

Alors il est bon, il est bon, et tu as reçu ton indemnité non ?

Christophe VIGNAUD :

Moi, je vais te le donner 3 311 353,97€ et les droits de mutation parce que c'était ta 2^{ème} question, on est à 992 000€, on n'est pas dans les clous, mais ça va aller.

Baudouin MERLET :

Cela inclut la taxe la d'habitation c'est ça ?

Edouard DUPOUY :

Ah non, c'est pour 2024.

Christophe VIGNAUD :

La taxe qu'on a votée c'est pour 2024,

Baudouin MERLET :

Les 900 000€ dont tu m'as parlé...

Christophe VIGNAUD :

Non ce sont les droits de mutation de cette année. C'est à l'instant T et c'est inclus dedans.

Les 3.3M€ de trésorerie, bien entendu tu as l'intérieur les droits de mutation, on n'a pas 900 000€, et tu sais qu'ils arrivent de façon très ponctuelle par la préfecture.



Pour finir, je le répète, le prochain conseil le 10 novembre à 19h00, même endroit.

Aussi, je vous demande juste aux 15 Elus qui vont à Mont de Marsan dimanche pour les élections Sénatoriales, de rester pour que nous nous organisions.

Très bonne soirée.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 10 novembre 2023,

Le secrétaire de séance,

 
Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

 
Christophe VIGNAUD